

INDUSTRIE

hebdomadaire d'action communiste

**TOUS ENSEMBLE POUR
-1500F MINI -200F POUR TOUS
-ECHELLE MOBILE. JUSQU'À
LA VICTOIRE!**



FAIRE SAUTER LE COUVERCLE

L'heure est à l'offensive : Saviem, Moulinex, Thomson, Ford, Banques, la classe ouvrière passe à l'offensive contre la vie chère. Ces luttes encore éparpillées révèlent une grande combativité par les revendications avancées (augmentations égales de 200 F, 1650 Frs salaire minimum, etc.), par les formes de lutte (grève reconductible, occupation), par la tendance à l'extension, que ce soit au niveau d'une branche (Banques, Thomson) ou d'une région (Caen, Bordeaux), enfin par la volonté de contrôle de la lutte par les travailleurs (assemblée générale souveraine, comités de grève élus). Mais face à cette combativité se dresse le mur du gouvernement et du patronat, bien décidés à appliquer une politique des revenus. Face à ce mur, les travailleurs combattifs ressentent la nécessité de coordonner, étendre et généraliser les luttes.

Devant cette exigence, les directions syndicales se dérobent. La direction CFDT appelle à un feu roulant d'actions diversifiées, mais ne fait aucune proposition centrale. Au nom de l'autogestion décentralisée ?

La direction CGT souffle le chaud et le froid. Le chaud en parole, le froid dans les faits. Elle appelle verbalement à l'action offensive partout, mais fait tout contre l'occupation de la Saviem, mais refuse de lancer centralement le mot d'ordre de grève de 24 H reconductible dans les banques... et bien sûr, là aussi au nom de la démocratie à la base ! Que chacun discute et décide en toute liberté dans son coin ! Comme si la décision de faire grève ne dépendait pas d'un rapport de force collectif !

Pour lancer la grève nationale du 6 décembre, Georges Seguy n'eut pas tant de scrupules démocratiques ! C'est qu'il savait qu'il ne risquait guère de débordement à la veille des fêtes. Aujourd'hui, où l'appel à la grève générale pourrait déboucher sur un mouvement prolongé, le secrétaire de la CGT refuse « un mot d'ordre de sommet » de peur qu'il ne réponde pas à la volonté des travailleurs à la base, mais il se garde bien de leur demander leur avis !

La seule action centrale proposée est la manifestation du 14 du secteur public et nationalisé, sans plate-forme commune, sans grève, sans perspective, si ce n'est la rencontre prévue le lendemain entre les dirigeants syndicaux ! Il s'agit seulement pour les bureaucrates de faire monter un peu la vapeur contre le gouvernement en attendant 76 et le programme commun.

— Les travailleurs seront néanmoins nombreux à la manifestation car l'unité syndicale est réalisée, car pour la première fois la fonction publique n'est pas isolée mais se retrouve aux côtés des secteurs nationalisés face à l'ennemi commun : l'Etat patron.

— Mais face au blocage bureaucratique, il faut avancer une plateforme commune, alors que jusqu'à ce jour, chaque syndicat, chaque fédération se bat sur ses propres revendications. Aujourd'hui, 3 revendications sont reprises dans la plupart des luttes combattives :

- * les 1500 Frs minimum
- * L'augmentation égale pour tous de 200 Frs
- * L'échelle mobile des salaires sur la base des indices des organisations syndicales.

Après que les travailleurs de l'INSEE aient démontré que l'indice gouvernemental est un indice de collaboration de classe, nous devons refuser toute formule d'indice de compromis comme les proposent les directions CGT et CFDT, ce qui revient ni plus ni moins qu'à entériner non pas le maintien du pouvoir d'achat, mais sa baisse régulière.

— Partout il faut avancer la perspective d'une grève générale de 24 H reconductible jusqu'à la victoire ! Les travailleurs en ont assez « d'avertir le gouvernement » qu'ils ne toléreront pas la baisse de leur pouvoir d'achat. Ils doivent décider de ne plus la tolérer. Pour cela il ne s'agit pas d'appuyer sur le bouton de la grève partout en même temps, mais de développer un mouvement d'ensemble qui puisse être contrôlé à la base par les travailleurs, décidant eux-mêmes, en fonction des résultats de son arrêt ou de sa poursuite.

— Bien sûr l'unité syndicale est un stimulant pour la lutte, une garantie pour le développement de l'action, mais l'unité ne saurait être un but en soi, une justification de l'inaction. La voie qu'il faut suivre est celle de la CFDT-Lip qui prit tout au long du conflit des initiatives, au besoin sans la CGT, développant l'action, obligeant souvent dans un deuxième temps la direction CGT à réaliser l'unité.

— Face aux tergiversations, aux manœuvres, aux marchandages secrets, réalisés dans des réunions entre dirigeants syndicaux, partout il faut développer la démocratie ouvrière, meilleure garantie de l'unité d'action.

* Organiser des consultations des travailleurs sur les revendications en même temps que sur les formes de lutte et non en demandant seulement aux travailleurs — comme à l'EDF — quelle forme d'action ils veulent pour des revendications insuffisantes. On ne fait pas une grève reconductible pour 4,5 % !

* Imposer partout le principe de l'assemblée générale souveraine, se prononçant sur toutes propositions, qu'elles viennent des directions syndicales ou des grévistes de base

* Partout où cela est possible, impulser des comités de grève unitaires, regroupant syndiqués et non syndiqués, élus par ceux qui les connaissent, par service ou atelier, se coordonnant d'un centre à l'autre, comme au Crédit Lyonnais.

* Quand la masse des travailleurs hésite encore à s'engager dans la lutte, il peut être nécessaire de constituer des comités de mobilisation unitaires pour un objectif précis. Il ne s'agit en aucune façon de regrouper quelques militants politisés pour en faire une « force extra-syndicale » et finalement les couper de la masse des travailleurs combattifs. Au contraire, de tels comités à l'image du CA Lip, dans la première période de la grève, ne peut jouer un rôle mobilisateur que s'il regroupe l'ensemble des travailleurs combattifs, en liaison avec l'action syndicale.

* Enfin, partout où cela correspond à la combativité, ne pas attendre un déblocage national des directions syndicales, mais démarrer l'action à la fois sur des revendications nationales contre la vie chère, et des revendications locales, en particulier contre les conditions de travail, notamment les effectifs dans le secteur public et nationalisé.

C'est ainsi que les révolutionnaires pourront agir concrètement pour la généralisation de la contre-offensive ouvrière.

COMMUNIQUE

Les signataires de l'appel à la manifestation du samedi 9 mars, devant la campagne menée par une certaine presse à la suite des incidents survenus avant et après la dispersion du défilé de Trinité à Stalingrad, déclarent que les événements survenus ce samedi dans le 19^e arrondissement et plus tard dans la soirée au Quartier Latin, sont le fait de provocateurs manipulés par le pouvoir qui tente de faire oublier par ce biais les luttes actuelles des travailleurs et de la jeunesse, auxquelles il répond systématiquement par la violence (Saviem, Banque de France...).

La multiplication de ce genre d'incidents, pratiquement réguliers depuis 1 mois, notamment tous les samedis soir au Quartier Latin, s'inscrit dans une politique d'ensemble, déjà expérimentée par la bourgeoisie italienne et connue désormais sous l'expression de « stratégie de tension ».

Ces provocations ne doivent pas reléguer au second plan l'assassinat de Puig Antich et la complicité de Pompidou avec les bourreaux franquistes, ni la menace de mort qui pèse sur Lobet et Sgranyes.

Paris, le 11 mars 1974

PSU

Rouge


Révolution !

OCI.AJS.

PROLETARIOS DE TODOS LOS PAISES UNOS!

COMBATE

ORGANO DE LA LCR-ETA Y ORGANIZACION IMPERIALISTA DE LA REVOLUCION



por una alternativa socialista
¡DERROQUEMOS
LA DICTADURA FRANQUISTA!

Vient de paraître :

* *Combate*, janvier 1974, 2 F, édition extérieure de l'organe central de la LCR-ETA (VII).
Au sommaire :

— l'exécution de Carrero Blanco et la formation du gouvernement Arias Navarro
— la fusion de la LCR et de l'ETA (VI)

* *Combate Operario*, février 1974, supplément à Rouge pour l'émigration portugaise. Au sommaire :

— la lutte des travailleurs immigrés, la grève des Câbles de Lyon
— le manifeste constitutif de la « Liga Comunista Internacionalista », organisation sympathisante de la IV^e Internationale au Portugal

Passer commande à la Librairie Rouge.

POLITIQUE PERCUTANTE ?

Dimanche 3 mars, à l'issue d'une diffusion dans le marché de la rue des Martyrs, six militants de la Fraction LIRQI de l'OCI ont été roués de coups par des individus se réclamant de l'AJS-OCI. Deux vendeurs de Lutte Ouvrière, qui s'interposaient, ont été à leur tour, jetés à terre et battus. Cette agression fait suite à des insultes de la pire espèce proférées contre la fraction LIRQI (agents du KGB, de la CIA, etc.).

Ces méthodes, l'AJS-OCI, les avait déjà utilisées en brisant à coups de matraques un défilé FSI. Rouge ne peut que condamner de tels actes. Totalement étrangers au mouvement ouvrier, ils discréditent leurs auteurs, et rappellent une période que l'on croyait révolue.

Rouge, 10 Impasse Guéménée, Paris 4 -
tél. 272 88 96, 272 68 82

CCP 25043 88 Paris

Directeur de publication: Henri Weber

BOMBE A BORD: C'EST POSSIBLE



A L'ITALIENNE?

« Explosifs », « attentats », « incendies », voilà, en bref, les gros titres de la presse pourrie d'aujourd'hui. Il n'est pas un jour sans que le « Parisien Libéré », « France-Soir », ou le « Journal du dimanche » n'annonce un nouveau méfait des « gauchistes ». Un DC 10 turc s'écrase ? « Attentat à la bombe : une possibilité » annonce France-Soir. Des méharis incendiés par un obscur psychopathe ? « Des extrémistes » dénonce le journal du dimanche. Des jeunes se blessent avec des explosifs à Paris ? On a trouvé « des boîtes avec des caractères cyrilliques, (russes), des affiches de l'OLAS (soutien au Vietkong) et de la Ligue Marxiste Révolutionnaire » révèle le même torchon.

Et cette liste n'est pas exhaustive. Seulement voilà, la populace est stupide. Tant qu'on ne lui a pas mis sous le nez, avec une étiquette, le coupable, elle doute encore. Alors, la solution ? Mais les samedis chauds du Quartier Latin, bien entendu !

● Déjà, au lendemain de la manifestation contre l'arrivée de l'ambassadeur chilien, des incidents provoqués par des flics en civil avaient éclaté au Quartier Latin.

« Les manifestants, vexés de ne pas avoir atteint leur but hier, se vengent aujourd'hui » communiquait la préfecture de police. Savoureux n'est-ce pas, cette bêtise policière sans fond. On en ritait si ce scénario ne présageait pas une opération de plus grande ampleur. Monthalais dans sa feuille de chou confidentielle « La Nation » écrivait lundi dernier : « Trois samedis successifs : trois incursions des casseurs dans Paris ».

Cela ajouté à la campagne de presse hystérique du Parisien Libéré et compagnie, ce sont trop d'événements qui concordent. Il y a quelques semaines Rouge évoquait la possibilité d'une stratégie de tension en France. Une fraction de la bourgeoisie se sert des SAC, et des fascistes afin de noyer la montée des luttes ouvrières, les manifestations de soutien au Chili, à l'Espagne dans le bris des vitrines, les pillages, grâce aussi à de vulgaires faits divers montés en épingle et dénaturés à souhait.

Avec les incidents de samedi, cette campagne anti-gauchiste a franchi un nouveau pas. « Saccages gauchistes dans Paris » exultait le Journal du dimanche. « Armes volées, bagarres et vitrines défoncées » précisait-il afin de mieux donner le grand frisson à ses lecteurs.

LE SAMEDI CHAUD

Samedi, la manifestation contre l'assassinat de Puig Antich réunissait plusieurs milliers de participants. C'est au début du parcours que des individus brisèrent une armurerie. Une autre échauffourée opposa les manifestants à des types qui bombaient sur un mur « Halte au mélodramatisme gauchiste ». Ecrire cela alors que Puig Antich venait d'être étranglé, c'en était trop. Le Journal du dimanche parle de « coups de poing entre extrême-gauche et extrême-droite ». Fions-neus à cet avis de connaisseur, pour une fois !

Des membres du GAJ furent reconnus à la tête des provocateurs. Après la dispersion du cortège, quelques personnes, visiblement structurées, commencèrent à défoncer les magasins, les devantures de banques. Dans le 19^e, ils volèrent la caisse d'une pharmacie... Avec la police à 200 mètres derrière qui n'intervenait pas, elle qui d'habitude a des réflexes de taureau quand elle voit du rouge.

Et Puig Antich ? oublié, envolé en fumée dans le pillage. Oublié Puig Antich dans les compte-rendus de la manif le lendemain. On ne parlait plus que de saccages. Bravo, Monsieur Chirac, vos méthodes ne diffèrent guère de celles de votre illustre prédécesseur Marcellin. Jusqu'à la sempiternelle soirée chaude du Quartier Latin qui éventuellement rappellera la grande angoisse de mai 68.

«LIBERATION»

AU DESSUS

DE LA MÊLÉE?

Une presse d'extrême-gauche, indépendante et ouverte. C'est sur ce thème que Libé s'est créé. C'est sur ce thème qu'il se défend de l'étranglement par des campagnes financières de souscription.

Nous avons toujours jugée positive l'apparition de Libération face aux gros requins du journalisme. Sans toutefois pouvoir nous empêcher de sourire en voyant des anciens de Mai regonfler le mythe de la « presse objective », déjà mille fois usé par les bourgeois eux-mêmes, des fabricants de manuels scolaires aux Beuve-Méry.

Enfantillage ? Peut-être

Aujourd'hui, « l'objectivité » de Libé ne peut plus faire illusion. Pas plus que le projet dans son ensemble.

Passons sur les petites bassesses. Libé a publié une série d'interviews avec des militants d'ETA V, développant une certaine interprétation de l'histoire de l'ETA, sans éprouver le besoin d'offrir à ETA VI, majoritaire au moment de la scission, une possibilité de réponse. Quant à l'interview d'un camarade du GRS à propos des Antilles, on avait simplement omis dans la première partie de mentionner son organisation...

Depuis une semaine, à l'occasion des mobilisations jeunes et des manifestations sur Puig Antich, la campagne « anti-groupusculaire » de Libé bat son plein. Dès vendredi 8, au lendemain de la manifestation, en première page : « Le mouvement lycéen démarre à peine et il a déjà une direction, bureaucratique bien sûr ». Et de pourfendre les leaders « tels que Field, de l'ex-Ligue Communiste, des représentants de tous les groupuscules... ». Le 9 mars, sous le titre « Etudiants, à vous », Libé publie un appel anonyme signé : « des étudiants de Créteil, Jussieu, Sorbonne, Vincennes » à une coordination autonome qui s'oppose dans les faits à la coordination nationale réunie dimanche à Jussieu.

Enfin, à propos de la manifestation de samedi contre l'assassinat de Puig Antich (manifestation que Libé ne signalait que dans un entrefilet de son « Bloc-Notes » en dernière page), l'article de la rédaction, en page 1, reconnaît que « les choses ne sont pas si simples » et qu'il est « nécessaire de faire une enquête ». L'auteur n'a pourtant pas besoin d'attendre les résultats de l'enquête pour établir que la manifestation devait s'arrêter à Gare de l'Est (ce qui est faux), que Rouge et le FRAP ont dispersé à Louis Blanc (il « oublie » Révolution, et aussi l'ORA et la CDP qui, elles, avaient dispersé bien avant). Voilà de l'information accommodée, pour le moins. Suit un échange de lettres entre ceux qui approuvent, revendiquent ou condamnent les incidents. Derrière l'échange épistolaire, Libé s'efface. Reste parmi les « points de vue » que « Rouge a tout fait pour annuler ou démobiler les 3 manifs promenade à Paris. Franco n'a jamais été aussi aidé... Quant aux flics cheffillons gauchistes, gare ! nous ne sommes pas masochistes et le rapport de force

est en train de changer. Et nous savons qui a exécuté Puig Antich ». Et le lendemain, mardi 12, une lettre titrée : « Franco assassin, les gauchistes complices ».

Libé attend son enquête pour se faire une opinion. Mais il n'a pas besoin d'attendre pour insinuer et ouvrir ses colonnes. Le choix de ses correspondants est significatif. Qu'on ne nous dise pas que les colonnes des pour et des contre étaient égales. La bourgeoisie et l'ORTF sont passées maîtres dans ces faux équilibres des armes-égales et autres baise-couillons. Ce qui compte c'est l'éclairage.

Nous sommes convaincus que la bourgeoisie saura, comme en Italie, extraire d'une extrême-gauche désespérée des éléments fascistes ou les y infiltrer. On peut comprendre les raisons, cette révolution si proche croyaient certains en 68 et qui se fait attendre. Les trahisons réformistes, etc... N'empêche qu'il faut aussi regarder les résultats en face. Et que Libé n'a pas à se faire le tremplin de ces idéologies qui commencent par attaquer les organisations réformistes, puis toute organisation ouvrière, et finissent par rendre la classe ouvrière responsable de son propre esclavage. Ou alors, il faut annoncer la couleur et ne pas jouer à cache-cache, à la tribune « au-dessus de la mêlée ».

Nous connaissons les ruses de la mise en page qui permet à tout journal de mettre en valeur son contenu. Le lundi 11, c'est également en première page, en premier article, que Libé écrit : le mouvement des CET « laissera-t-il aux appareils des organisations politiques l'exclusivité d'organiser des manifestations où, comme à celle de jeudi dernier, le nombre ne pouvait pas faire oublier l'ennui »... L'article est signé P.B. ? Sa place, qu'on le veuille ou non, en fait aux yeux des lecteurs une position de Libé.

A sa création, Libé prétendait donner la parole au peuple, court-circuitant les agences de presse et réseaux d'information bourgeois. Comme le peuple a trop de voix pour un quotidien, Libé choisit ses échantillons de peuple et ce choix, bon gré, mal gré, donne les contours d'une orientation. Qui dépend en dernier lieu non du peuple, mais de la rédaction de Libé. Moins représentative et moins contrôlée que la rédaction d'un organe militant comme Rouge qui dispose de quelques milliers d'informateurs organisés, liés aux luttes de masse.

L'intoxication, tant dénoncée, n'est pas le propre de la presse de droite. Intoxiquer, c'est faire passer un point de vue non explicite derrière un puzzle d'informations journalistiques dont le choix et l'agencement pèsent plus que le contenu.

Un France-Soir d'extrême (?) gauche ? Rien d'impossible.



GAMMA

INFLATION-MEDAILLE DE BRONZE

Il n'y a plus aujourd'hui d'embargo pétrolier. A vrai dire, il n'y en a peut-être jamais eu réellement. Et pourtant le gouvernement s'est fixé pour but de limiter la croissance de la consommation d'énergie en France.

Pourquoi ? Parce que l'énergie — dont les prix ont considérablement augmenté — coûte cher et déséquilibre les échanges extérieurs; parce que d'autre part il n'est pas dit que l'approvisionnement restera toujours assuré comme aujourd'hui.

Comment ? Pour l'Etat bourgeois, il est hors de question de pénaliser l'industrie; c'est la consommation d'énergie privée qui doit être réduite, à commencer par le chauffage domestique. Pour la réduire, le gouvernement a à sa disposition deux moyens: la hausse des prix et le rationnement.

LA HAUSSE DES PRIX DE L'ENERGIE : UN RATIONNEMENT SELECTIF

En système capitaliste, la hausse des prix reste le meilleur moyen de limiter la consommation d'un produit. Mais, pour qu'elle joue à plein, il faut qu'il y ait un système de production non concurrentiel, monopoliste. Et un contrôle par l'Etat du niveau des prix par le moyen d'une taxation (ce qui suppose que le produit n'ait aucun substitut). C'est le cas pour l'énergie.

Elle doit aussi — pour être efficace — être générale, même si l'évolution du prix de revient a été différenciée selon les sources d'énergie: ainsi, on augmente le charbon et le gaz non parce que le prix de revient réel a changé, mais pour éviter que les consommateurs ne remplacent massivement l'électricité et le mazout par des sources d'énergie moins chères.

Elle doit enfin être aussi forte que dans les autres pays. Sinon, les pétroliers

refuseront de livrer le pétrole, on ne trouvera plus de gaz. Un exemple: l'honorable compagnie semi-publique française, la CFP, a ainsi refusé il y a peu de temps de livrer la Belgique, où elle estimait ne pas gagner assez d'argent sur son pétrole...

Telle est la logique capitaliste.

Ce rationnement par la hausse des prix est en réalité une mesure sélective qui touche avant tout les revenus les plus modestes: ceux qui ont de l'argent pour payer l'essence, quel que soit son prix, se moquent des hausses. Même chose pour le gaz et l'électricité. Pour une minorité privilégiée, la hausse d'EDF-GDF ne se fera même pas sentir; pour les autres, il faudra faire attention à ne pas trop chauffer, à ne pas trop allumer. Le progrès!

La hausse des prix était-elle inéluctable, comme l'explique le gouvernement? Il ne tenait qu'à lui de réduire les impôts payés par les consommateurs: 70% pour l'essence, 17,5% sur le gaz et l'électricité.

RATIONNER AUTREMENT

La hausse des prix est un moyen utile pour rationner la consommation d'énergie. Mais une hausse des prix beaucoup trop forte présenterait un danger pour le gouvernement. L'inflation a en effet atteint des chiffres record: elle a atteint 1,7% en janvier, ce qui représente un rythme annuel de 22,2% d'augmentation! La France est maintenant médaille de bronze de l'inflation des pays industrialisés, juste derrière le Japon et la Grande-Bretagne.

Or, cette inflation présente pour la bourgeoisie l'avantage certain de laminer le pouvoir d'achat des travailleurs; mais elle devient dangereuse si elle est totalement incontrôlée. Le gouvernement cherche donc d'autres formes de ration-

nement de l'énergie, moins inflationnistes et d'apparence « socialement plus équitables ».

LA LIMITATION DE VITESSE

« Grace au gouvernement, le nombre d'accidents de la route a baissé » a-t-on expliqué pour justifier cette mesure.

« Il fallait sauver Citroën et lutter contre le chômage » explique-t-on maintenant pour justifier sa suppression.

Cette démagogie sur l'emploi ne trompe personne. Ce ne sont pas les licenciements qu'il s'agit d'empêcher (Galley n'a aucun scrupule à en annoncer 8000 dans l'aéronautique). Ce sont les pertes de profit de Michelin ou des constructeurs d'autoroutes, quitte à planifier quelques centaines d'accidents de plus.

LA LIMITATION DU CHAUFFAGE

Après le 15 avril, le chauffage sera supprimé dans les HLM. Pas de danger que les travailleurs délaissent leurs HLM, comme les acheteurs les grosses cylindrées. On peut donc y aller!

Cette décision proprement scandaleuse pénalise ceux qui vivent dans des logements à chauffage collectif, ceux qui n'ont pas d'argent pour s'offrir le radiateur d'appoint qui réchauffera le logement, si le froid revient après le 15 avril. Et puis, des inspecteurs chargés de vérifier la température des immeubles? Pour être autre chose qu'une bouffonnerie, cela nécessiterait un énorme dispositif de contrôle qui coûterait peut-être plus que l'économie ainsi réalisée...

Autorisation de brûler de l'essence sur les routes, interdiction de se chauffer après le 15 avril pour les travailleurs. Cette politique énergétiquement est à l'image du nouveau gouvernement Messmer.

Pierrot



Il n'y avait rien d'autre à attendre de la justice. Pour tous ceux qui avaient des illusions sur le rôle d'un juge et les raisons de ses tergiversations, eh bien, les faits sont là! Ambroise Roux demandait l'expulsion, il l'a obtenue. Ambroise Roux et « sa justice » comme l'écrivait maintenant un tract inter-syndical, ne se préoccupaient que d'une chose, l'évolution du rapport de forces.

LE SURSAUT DU 12 MARS

Jusqu'à présent, la « solidarité dans l'action » a été insuffisante pour interdire la décision de justice et forcer rapidement Ambroise Roux à s'incliner.

Mais le relatif succès du rassemblement départemental, le 12, devant Rateau, prouve au moins une chose: il est possible d'élargir considérablement la lutte pour la défense des Rateau. Certes, on n'a pas encore assisté à des débrayages massifs sur toutes les boîtes de la Seine St Denis, mais les Rateau étaient tout de même soulagés de constater que ça n'avait rien à voir avec le triste regroupement du stade Géo André.

Et la mobilisation de 2000 lycéens, étudiants et collégiens réalisée en une journée par la coordination Nord des CCRF et ce malgré un appel plus que mitigé de la FEN départementale donne la mesure du soutien qui peut être assuré chez les enseignants et dans la jeunesse scolarisée.

Enfin l'opération 100 millions pour les Rateau assure la base financière, indispensable, de la résistance.

ALORS IL FAUT INTERDIRE RATEAU AUX CRS

Il est impensable que les patrons puissent maintenant utiliser systématiquement la matraque contre toute lutte ouvrière qui ose s'opposer à leurs inacceptables diktats! Trop d'interventions policières ont déjà été tolérées: Joint Français, Peugeot-Sochaux, Lip, Hurel-Dubois, menaces contre Pigmy, Olivetti, Crédit Lyonnais et maintenant Rateau. Bien sûr, si les flics mettent vraiment le paquet on ne pourra pas indéfiniment défendre la boîte. Mais beaucoup de travailleurs ont pas mal d'idées pour rendre l'accès de nombreux bâtiments fort difficile.

Le préfet réfléchira à deux fois avant d'engager une épreuve de force physique trop sévère.

Mais cette défense de la boîte, il faut rapidement en discuter et passer aux actes, au lieu de caresser la possibilité de poursuivre la lutte à l'extérieur dans la Maison du Peuple.

Et il est un autre moyen de dissuasion encore plus redoutable: c'est la menace de débrayage massif et prolongé sur la Seine St Denis et le trust. Un préavis intersyndical déposé officiellement sur les principales entreprises ferait sérieusement hésiter Roux et Chirac. Le déclenchement de la grève générale illimitée à la Banque de France a rapidement fait reculer Wormser.

Enfin au moment où dans toute la métallurgie les initiatives ouvrières se multiplient, Rateau doit être l'occasion d'un engagement général des 130.000 travailleurs de la CGE sur une plate-forme commune: le signal pourrait en être la journée d'action Métaux, envisagée par la CGT pour le 21.

EST PARUE:

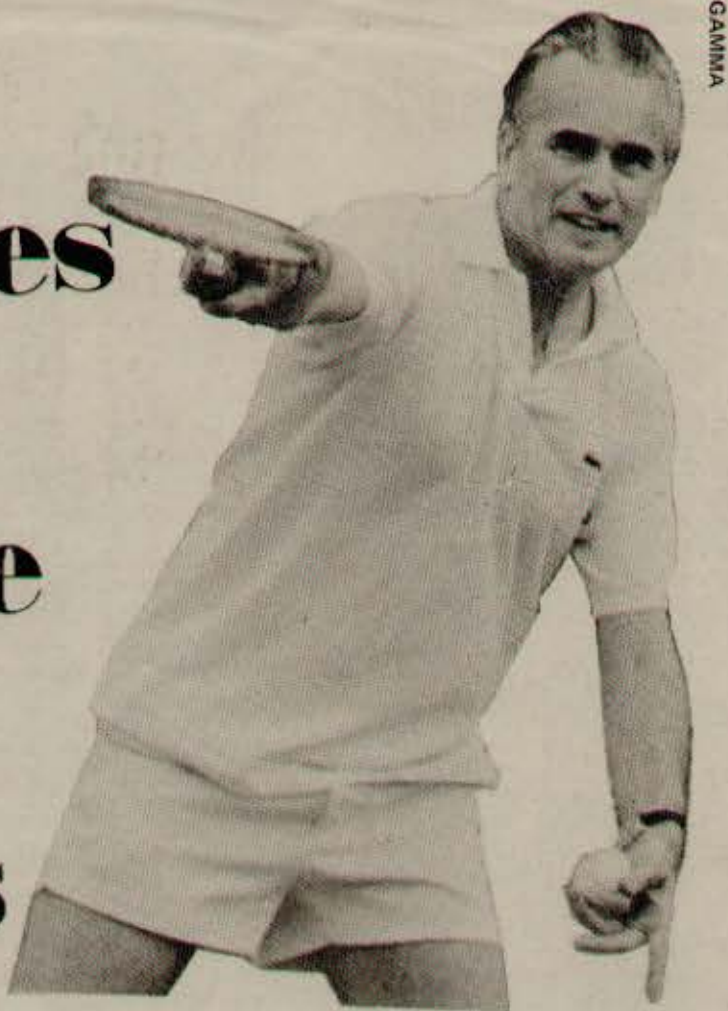
LA TAUPE ROUGE PTT

Les PTT, un service public...

au service du CAPITAL.

Prix: 2 Francs

greves en serie au pays de chaban



1840 ouvriers, 378 employés, l'usine de boîtes automatiques de Blanquefort est devenue depuis deux ans la plus forte concentration ouvrière de l'agglomération bordelaise. C'est la fierté de Chaban. Pour les travailleurs c'est déjà un petit bain. Depuis une semaine, c'est un exemple pour les luttes de tous les travailleurs de la région.

Enjeu d'une bataille électorale Chaban/JJ.SS en septembre 1970, lancée dans toute la presse comme une usine d'avant-garde au niveau technique, social, humain, le mirage Ford s'évapore au fil du temps. Si Ford est bien une usine d'avant-garde c'est d'abord dans l'exploitation de son personnel : les 3x8 et toutes leurs conséquences, pas de transports, travail le samedi pour récupérer une demie-heure de casse-croûte journalier, cadences excessives. « L'usine la moins polluante d'Europe », proclame la direction ; « c'est vrai, car la pollution reste à l'intérieur disent les travailleurs, mépris de notre santé ». Avant-garde aussi dans la répression et la politique anti-sociale : la direction a fait appel à une maîtrise venue de Simca et de Citroën, et a essayé en vain pour le moment, d'implanter la CFT. Une autre tentative (réussie celle-là !) : l'accord d'établissement, signé par toutes les organisations syndicales qui comporte une clause anti-grève. Dénoncé par les seuls révolutionnaires, cet accord fut cependant voté par la majorité des travailleurs. Si l'on ajoute les fouilles systématiques des gardes arrogants, on se fait une idée des intentions de Henri Ford, en s'implantant à Bordeaux : exploiter une main-d'œuvre importante et bon marché (le chômage est la plaie de la région). Depuis d'ailleurs Ford serait tenté par l'Espagne pour l'implantation d'une usine de montage (les conditions d'exploitation sont sans doute meilleures).

A TRAVAIL EGAL, QUALIFICATION EGALE !

L'accord n'a pas fait long feu : un mois jour pour jour après la signature, il est remis en cause par les travailleurs et la direction. Le 28 février, un atelier, les tours Shutte, décide la grève illimitée. Il réclame la qualification d'ouvrier professionnel pour tous les opérateurs des tours effectuant un réglage, et non celle d'OS pour certains et celle d'OP pour les autres. La grève est suivie à 100 % dans l'atelier.

Ces revendications concernent nombre d'autres ateliers, aussi le problème de la généralisation de la grève dans toute l'usine (soulevé par la « Taupette rouge » dès le 4 mars) va-t-il rapidement se poser : le 5 mars, à l'appel de la CGT et de la CFDT, 200 travailleurs débrayent en

solidarité avec les grévistes des Shutte. Au bout de deux heures de grève, la décision est prise : on ne reprend pas le boulot, on attend l'équipe de l'après-midi pour lui proposer la grève.

L'après-midi, en AG, la grève illimitée, reconductible par 24 heures est votée. L'attitude des directions syndicales est mitigée : un délégué CFDT demande aux grévistes d'arrêter un mouvement qui remet en question l'accord d'entreprise signé un mois plus tôt.

Il est cependant sifflé. Un permanent de l'UD-CGT appelle de son côté à la modération : prendre exemple sur Dassault, élever progressivement le mouvement...



Malgré cela, les travailleurs s'organisent pour la grève : on constitue des piquets pour l'équipe de nuit. Mais ces discours démobilisateurs ont quand même une conséquence : certains camarades, désorientés rentrent à leur poste de travail.

L'OCCUPATION AU CENTRE DES DEBATS

Le lendemain, l'AG reconduit la grève et met au point des revendications unifiantes :

- suppression de la qualification d'OS, OP pour tous les opérateurs effectuant des réglages

- pour les OS, un seul taux : le maxi

- suppression de la qualification de manoeuvre

- augmentation mensuelle de 200 F uniforme à compter du 1er mars.

Les directions syndicales emboîtent le pas.

La grève s'étend. Des hésitants rejoignent le mouvement. Mais, face à la désorganisation de la production, l'éventualité d'un lock-out par le patron est une menace bien réelle. Comment y répondre ? La « Taupette rouge » propose l'occupation. Sur ce problème les travailleurs sont divisés : une partie des délégués CGT et l'UD ainsi que les délégués CFDT sont contre (« ce serait provoquer l'intervention des flics »). La majorité des travailleurs sont pour dès le lock-out. Une minorité derrière LO est pour l'occupation immédiate.

A la fin de la semaine, la production est paralysée. Même si l'usine continue à tourner, les boîtes de vitesse produites sont incomplètes. La grève coûte cher à Ford. Pourtant sa position reste inchangée : pas de négociations sans reprise du travail. L'AG reconduit la grève. Une commission propagande est créée ; la popularisation s'organise. Les piquets fonctionnent à la porte de l'usine.

SUD-OUEST : PRESSE POURRIE !

L'information sur la grève est systématiquement boycottée par l'ORTF et le journal local « Sud-Ouest ». Aussi, une délégation de 100 travailleurs s'y rend-elle pour demander des explications. Arrivés au siège du journal aux cris de « Sud-Ouest : presse pourrie ! », ils sont reçus (froidelement !) par le responsable local : vous pouvez apporter des communiqués, mais il n'y aura pas de reportage sur Ford ! La réponse des

travailleurs est nette : rendez-vous lundi matin ; nous viendrons à 800, s'il n'y a pas de changement d'attitude à « Sud-Ouest ».

D'UN ATELIER A TOUTE L'USINE D'UNE USINE A TOUTE LA REGION

La solidarité s'organise. Les dockers informent les travailleurs de Ford qu'ils organisent le boycott de l'expédition des boîtes et de l'arrivée des matières premières. Des collectes s'organisent un peu partout. Les travailleurs de Ford commencent à aller voir les autres travailleurs dans l'ensemble des entreprises de la région.

Sur les usines de la ville, la combativité ouvrière se manifeste : le vendredi, les travailleurs de la SAFT (trust CGE) partent en grève à 80 % contre le licenciement d'un camarade.

SAFT-FORD, bien vite ces deux noms s'associent dans la lutte : les grévistes y reprennent des revendications communes ; une manifestation dans le centre de Bordeaux les rassemble : « Ce n'est qu'un début, le combat continue », « 200 F d'augmentation uniforme », « SAFT-FORD, les patrons ne paient pas, le combat paiera ».

D'autres entreprises débrayent : plusieurs banques partent massivement en grève de 24 heures reconductibles (BNP, Crédit commercial, Crédit du Nord). Dassault Martignac débraye aussi, mais les responsables CGT sont contre l'extension du mouvement : à l'embauche, en présence des travailleurs de Ford venus apporter leur soutien, ils appellent à la reprise du travail !

Mais la volonté de lutte est grande dans toute la région. Ce n'est pas une somme de luttes isolées, c'est un mouvement qui tend à se généraliser sur l'agglomération bordelaise.

le 12-3-74
Correspondant

accident...

« Un désespéré se jette sous un train ». C'est le journal Sud-Ouest qui relate ainsi la mort d'un ouvrier de Bordeaux : un petit article en bas de la page 5. Encore un fait divers...

Il travaillait à l'AIA (Atelier Industriel d'Aéronautique). Cette boîte, c'est déjà l'armée. On n'y meurt jamais que par accident ! L'affaire a commencé le 21 février : ce jour-là, la gendarmerie de l'Air appréhende deux travailleurs de l'AIA pour « détournement de matériaux » (il s'agit en fait de choses récupérées dans les poubelles). On les interroge. Le bruit court que l'un d'entre eux aurait donné une liste de noms. D'autres ouvriers sont à leur tour arrêtés, puis relâchés. Une semaine plus tard, un travailleur, Dumolard, est interrogé à son tour, à l'intérieur même de l'usine. Six heures d'affilée, il est cuisiné sans interruption (ses camarades pourront seulement lui porter un sandwich). Après l'interrogatoire, il rentre chez lui. Le lendemain matin, au lieu de se rendre à l'usine, il se jette sous un train.

Dans l'usine, la nouvelle de sa mort se répand comme une trainée de poudre. La colère éclate aussitôt. Pour 1500 travailleurs, l'heure est au règlement de comptes : pas question de boulot ! Tous à la direction, tous au « château » comme on dit ici. Alors, chez les flics, les demi-flics, les chefs petits et grands, c'est la panique. Avant tout, il faut éviter le scandale : ne faites pas de manif en ville, ne serrez pas dans la rue, prenez donc les précautions (discrétion avant tout) !

Devant cette colère, la direction fait des aveux de taille : non, reconnaît-elle, il n'avait rien à se reprocher. C'étaient seulement des soupçons qui pesaient sur lui... Oui, elle a assisté aux premiers interrogatoires, elle les avait jugés « humanistes ». Mais à celui de Dumolard, elle n'assistait pas.

La presse et la télé-Chaban ont soit travesti, soit passé sous silence cette mort. Seule, avec les travailleurs de l'AIA qui ont suivi en masse le cercueil, la Taupette Rouge a brisé le mur du silence (elle fut diffusée sur Ford, Souillac, Dassault, Sogerma, SAFT, SNCF, Chèques et 3 hôpitaux).

Il faut maintenant continuer la bataille :

- Exigeons l'arrêt immédiat de l'enquête. Si les interrogatoires continuent, qu'ils soient faits en présence des délégués syndicaux.

- Ouvrons le procès de l'Armée. La gendarmerie de l'Air est au banc des accusés. Ces méthodes sont-elles destinées à saluer l'arrivée de Bigeard, le spécialiste de la torture et de la répression coloniale, qui vient commander la région militaire de Bordeaux ?

Vengeance pour toi, camarade !

Bordeaux
le 11-3-74
Correspondant

développer la lutte à tous les secteurs

Au début, les banquiers n'y croyaient pas. Une grève générale des banques, ça ne s'était jamais vu. Aussi refusaient-ils purement et simplement de discuter, attendant que ça se passe.

Depuis quelques jours, depuis la manifestation du 6, ils commencent à comprendre.

On ne compte plus aujourd'hui les banques en grève reconductible. Mais ils ne cèdent pas pour autant, au contraire. Ils jouent toujours le pourrissement, en se donnant les moyens, cette fois-ci, d'y arriver.

Ils prennent aujourd'hui leurs casques et leurs gourdins, et envoient les flics du pouvoir à leur solde casser ici, tenter de démoraliser là, afin de faire marcher la boutique ailleurs.

Hélas pour les banquiers, hélas pour le pouvoir à leur botte, les employés ne se laissent pas impressionner facilement.

Malgré l'intervention des flics le mardi 12 contre les piquets de grève du centre BNP de Jules Cesar, malgré le recrutement de cadres athlétiques à la société générale, malgré l'avis d'expulsion décidé par la « justice » contre ceux du Lyonnais qui occupent le siège, la riposte s'organise. Comme on dit au Lyonnais : « Quand les banquiers se durcissent, c'est qu'ils sont dans la merde ».

« LE CREDIT LYONNAIS EST PARALYSE, LES AUTRES BANQUES LE SERONT »

Alors, au lieu de se démoraliser, les grévistes s'organisent. L'exemple de la Banque de France où, malgré l'envoi des flics, le gouverneur a dû céder en grande partie, leur a donné des idées.

L'exemple de Rateau où l'arrêté d'expulsion n'a toujours pas été appliqué grâce à la mobilisation des travailleurs de la région aussi.

Déjà, les grévistes ont voté en assemblée générale la résistance passive, portes bloquées. Déjà des contacts ont lieu entre toutes les banques afin de pouvoir tous accourir en cas d'intervention des flics au Lyonnais.

Quant aux comités de grève du Lyonnais, ils continuent à consolider l'unité et la résolution de tous les grévistes, avec maintenant un « journal des comités de grève » qui est distribué chaque jour dans toute la boîte.

Mais cela ne suffit pas. Les banquiers sont peut-être en difficulté, mais ils sont hargneux. Aujourd'hui, suivant l'exemple de Lip, nous devons nous donner tous les

moyens pour populariser et défendre la grève. A la Société Générale, les grévistes d'agences qui viennent d'élire un comité de grève, par le biais de leur commission de popularisation, ont diffusé des tracts (feuilles de paie à l'appui) aux portes des grands magasins et dernièrement de la Régie Renault. Les comités de grève et les commissions existant sur toutes les banques se coordonnent afin de sortir un tract à la population, tiré à 100.000 exemplaires.

Mais dès maintenant, contre les interventions des flics, l'exemple de Lip, la mise hors d'usage de la boîte sans les travailleurs sans atteinte à l'outil de travail soit être pensée et discutée partout.

CONTRE LE POUVOIR, DEVELOPPER LA CONTAGION DE LA LUTTE

Déjà, les syndicats, les comités de grève des banques semblent d'accord sur la participation à la manifestation des fonctionnaires.

Face à des banquiers qui expliquent en négociations par boîte : « Vos revendications nous dépassent, ça dépend de l'APB », face à une APB (chambre patronale) qui répond : « Ça dépend du ministre », l'envie gagne de plus en plus les employés de viser encore plus haut. Et pour cela, quelle meilleure arme contre les banquiers et le pouvoir que de répandre la contagion de la grève reconductible aux travailleurs des autres secteurs ?

Quelle meilleure arme que de lutter tous ensemble contre les patrons qui sont les mêmes : l'Etat ? Il y a gros à parier que ça leur donnera à réfléchir, aux banquiers ! Il y a gros à parier que, devant les risques de généralisation encore plus grande, ils céderont !

Et s'ils attendent trop, devant la colère générale, devant des travailleurs qui n'attendent plus, eux, les appels platoniques de leurs dirigeants syndicaux, il est fort possible qu'ils doivent payer toute la note, et pas seulement les banquiers : car l'auto-organisation des luttes aidant, elle risque d'être lourde.

le 13-3-74



Fotolib

ILS CÉDERONT !

60 % du personnel des banques à l'échelle nationale est aujourd'hui en grève, 33 villes de province sont touchées, 16 ont totalement cessé le travail, agences fermées.

Les petites banques sont-elles aussi entrées dans l'action (CICF, CCF, Jordaans, Suez, Compagnie Lyonnaise de Crédit, Crédit du Nord, Crédit Commercial de Bordeaux). Les 3 grandes banques nationalisées sont presque totalement paralysées.

La manifestation parisienne du 6 mars (15.000 grévistes dans la rue), l'appel de la CFDT mais aussi de FO, de la CFTC, du SNB (quand ça pousse si fort, il faut bien marcher) à la grève générale, les réticences évidentes de la CGT qui entonne son couplet préféré : être responsable, continuer l'action sous d'autres formes... Tout cela manifeste l'ampleur d'un mouvement sûr de ses propres forces.

A la Société Générale, l'immeuble du Trocadéro (4000 employés) est occupé depuis vendredi. Les grévistes bloquent l'informatique et les centres vitaux. Les attaques de la direction : provocations de gardiens, tentative d'organisation des jaunes, ne font que renforcer la détermination des grévistes :

- des cartes de grévistes ont été imprimées par le comité d'occupation
- les assemblées générales sont quotidiennes et une direction du mouvement doit être élue.

Au centre Edouard VII, la grève touche l'ensemble des services, dans les agences parisiennes un comité de grève a été élu à l'unanimité par l'assemblée générale. Il s'est coordonné avec le comité d'occupation du Trocadéro. En province, 60 % du personnel environ est en grève.

A la BNP, au centre Barbès (4000 employés) le mouvement de grève réunit 70 % des employés, le centre Bergère est totalement en grève depuis le jeudi 6. Là encore un comité de grève a été élu par le personnel des agences pour la popularisation et l'extension de la lutte. Dans les centres comme dans les agences, des commissions élues fonctionnent et centralisent les propositions pour la popularisation, l'élaboration des revendications, les

contacts avec la presse, etc.

Au Crédit Lyonnais, le mouvement a déjà une histoire de 5 semaines, tout travail a cessé, les principaux immeubles sont occupés. Grâce à l'impression des cartes de grévistes, les AG sont efficaces, elles discutent et dirigent tous les jours le mouvement. Depuis le 7 mars, un journal quotidien du comité de grève est réalisé. La radio interne des grévistes émet à longueur de journée.

Les comités de grève des 4 centraux, coordonnés quotidiennement, préparent un grand gala de solidarité en collaboration avec les comités de grève des autres banques.

Tous les jours sont discutés les problèmes de l'occupation, de la résistance à une intervention des flics éventuelle, du paiement des grévistes.

A Lyon, les employés de banque ont eux aussi élu leur comité de grève. L'organisation de la lutte du Lyonnais est actuellement la plus avancée, mais les autres banques suivent le même chemin avec une plus grande rapidité.

La question qui se pose donc dès aujourd'hui est celle d'une coordination nationale des comités de grève.

Les banquiers se retranchent derrière l'APB et le gouvernement.

La presse développe une campagne d'intoxication. Déjà la grève des banques est une gêne importante pour le public, et puis on peut s'attendre aux pires délires réactionnaires : « N'est-ce pas votre argent que tous ces agités ont entre vos mains partageuses ? »

Centraliser la grève pour organiser une campagne commune d'information !

Centraliser la grève pour être prêts à riposter : le principe d'une manifestation immédiate en cas d'intervention des flics sur un immeuble quelconque a été adopté. Un tract commun des comités, de la CFDT et de FO a été tiré à 100.000 exemplaires, un projet d'affiche commune est en discussion.

Les employés des banques sont résolus à tenir jusqu'à la victoire. Ils ont pris le bon chemin.

Correspondant



Fotolib



mathurin moreau



Fotolia

« Toutes les organisations démocratiques qui veulent être solidaires de notre lutte sont invitées à participer au comité de soutien »

Rue Mathurin Moreau, dans le XIXème arrondissement, au 44. Une porte en fer semblable à beaucoup d'autres du quartier. Il suffit d'entrer pour voir que ce n'est pas un immeuble comme les autres : dans ce foyer des travailleurs africains entament leur sixième mois de grève des loyers pour la satisfaction de leurs revendications. Rouge a interviewé le Comité de Grève.

Comment a démarré la lutte sur le foyer ?

Depuis des années nous avons réclamé des réparations dans le foyer. Rien n'était jamais fait. Et puis un jour les propriétaires sont venus et nous ont dit que le loyer passait de 80 à 100 F par personne. Nous avons refusé catégoriquement.

Une assemblée générale du foyer a décidé de ne pas payer et d'exiger les réparations du foyer. Nous ne refusons pas de payer, mais quand les réparations seront faites. Le propriétaire était présent. Il nous a dit : si vous payez le loyer, les réparations seront faites. Nous avons répondu : depuis l'ouverture du foyer, nous avons toujours payé, mais les conditions dans lesquelles nous vivons sont insupportables, inhumaines. Depuis l'ouverture du foyer en 1966, aucun des travaux indispensables n'a été fait. Et en plus le personnel d'entretien et le médecin ont été renvoyés depuis deux ans ; l'infirmerie et la salle de cours ont été supprimés. Le patron nous a dit : « Je n'ai pas d'argent pour payer tout cela ». Pourtant nous, nous avons toujours payé le loyer.

Combien êtes-vous dans le foyer ?

Nous sommes 240 personnes dans 26 chambres. Ça fait 240 x 80 : 19.200 F dans la poche du patron chaque mois.

Aucune réparation n'a été faite et pourtant le propriétaire touchait en plus des loyers des subventions du FAS (1) ?

Oui, le FAS a versé des subventions à plusieurs reprises. D'abord 1.595.500 F lorsque le foyer a été constitué. C'est la Société Religieuse des Amis Quakers qui a touché cet argent. Et voilà comment ils ont aménagé le foyer !

Entre 1970 et 1972, ils ont touché en plus 725.870 F pour des travaux et 18.800 F pour renouveler l'équipement mobilier. Résultat : nous avons toujours les mêmes placards en ferraille qu'en 1966 et il n'y a pas eu le moindre commencement de travaux.

Pour rénover le foyer, il faudrait 370.000 F soit deux mois du loyer que

(1) Le FAS (Fonds d'Action Sociale) est alimenté pour l'essentiel par les allocations familiales des immigrés eux-mêmes (la différence entre le montant des Allocations en France et celui effectivement versé aux familles). Il sert théoriquement à financer des réalisations sociales en France pour les immigrés.

(2) Au comité de soutien participent : l'ACTAF (Association Culturelle des Travailleurs Africains en France), la FETRANI, l'UFTSF (Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France), la STMF (Solidarité des Travailleurs Maliens en France), l'UGESSF (Union Générale des Elèves Stagiaires Sénégalais en France), l'AESMF (Association des Etudiants et Stagiaires Maliens en France), l'UNEK (Union Nationale des Etudiants Kamerounais), l'UTIC (Union des Travailleurs Internationalistes Communistes), le CDVDI XIXème-XXème (Comité de Défense de la Vie et des Droits des Immigrés), le CUF (Comité Unitaire Français-Immigrés), le PCF, Rouge, PSU.

nous versons. Toutes les organisations qui veulent voir dans quelles conditions nous logeons, peuvent venir. Nous leur montrons comment nous vivons ici.

Quelle a été l'attitude de la direction face à votre grève des loyers ?

La direction, c'était d'abord la Société Religieuse des Amis Quakers. Ils ont commencé par essayer de nous intimider et de diviser les locataires. Ils ont renvoyé deux personnes qui s'occupaient de l'entretien et le gérant. Ils espéraient ainsi diviser les travailleurs du foyer. Mais ils n'ont pas réussi. Les travailleurs ont répondu que leurs revendications c'étaient les conditions de vie au foyer, et pas le soutien au gérant. Le renvoi du gérant ne nous concerne pas. Le gérant c'est le personnel du patron. D'ailleurs il ne vit pas comme nous, il a une chambre personnelle, ses toilettes et tout ce qu'il faut.

La direction maintenant, c'est l'Association des Foyers de la Région Parisienne. Le FAS vient de lui attribuer 44 millions pour la réalisation des travaux. Mais il n'y a toujours rien ! Et nous, on nous menace de nous couper l'eau, et la direction multiplie les manœuvres de diversion et de provocation.

Quel soutien avez-vous dans votre lutte ?

Il existe un comité de soutien composé d'un très grand nombre d'organisations (2), qui popularisent notre lutte. Des tracts sont distribués sur les marchés pour expliquer aux gens pourquoi nous faisons la grève des loyers. Toutes les organisations démocratiques qui veulent être solidaires de notre lutte sont invitées à participer au comité de soutien avec nous jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

EN VRAC...

REVO, SON PETIT CA ET LA GREVE DES BANQUES

Pour tous les militants révolutionnaires qui tireront les leçons de la grève des banques, son acquis essentiel restera sans doute la constitution de comités de grève sur 4 centres, coordonnés entre eux, créés à l'initiative de militants révolutionnaires. Imposer, malgré le sabotage des stalinien, des organismes vivants de démocratie ouvrière représentatifs aux yeux de l'ensemble des travailleurs, voilà qui n'est pas une petite chose.

Eh bien le lecteur de Révo n'en saura rien ! Le numéro du 8 mars (qui consacre une page entière aux banques) réussit le tour de force de ne pas dire un mot des comités de grève existants. Mieux : développant longuement l'exemple de la BNP, un des secteurs où la mobilisation est la moins avancée, le même journal condamne l'idée de l'élection d'un comité de grève (« prématurée », pas une garantie pour que la lutte s'élargisse, ni une garantie pour que la grève soit dirigée par les grévistes eux-mêmes). Et il exalte « l'organisation autonome des travailleurs combattifs » : le CA de la BNP, 10, 15 peut-être, 16 au plus, coupés de tout syndicat, se contentant de critiquer la direction CGT, ne travaillant dans aucune commission, ne participant à aucune assemblée générale de centre, voilà la réalité du CA Révo sur la BNP Barbès.

Le CA Révo de la BNP n'a apparemment d'autre fonction que de servir de référence lyrique pour les militants de Révo intervenant à Paris et en province sur « l'organisation autonome des travailleurs combattifs ».

LA CGT ET LES OCCUPATIONS : QUAND LA DIRECTION DENONCE SA BASE !

La fédération CGT des banques met les pieds dans le plat. Elle fait distribuer sur toutes les banques un tract qui dit ceci : « Mais que dire des occupations actuelles qui bénéficient de la complaisance de gardiens musclés, qui laissent

occuper l'immeuble du Trocadéro de la Société Générale alors qu'ils avaient agressé le 10 janvier de paisibles distributeurs de tracts de la CGT. A quoi vise cette espèce de complicité, pour le moins cette complaisance, de directions générales ». Et plus loin : « Ah ! Si des cégétistes en faisaient autant ! ».

Ce torchon n'a pas été distribué par la section CGT du Trocadéro. Il faut dire que ces temps-ci les bureaucrates doivent être plus coupés de leur base que d'habitude, car à Trocadéro, dans ceux qui occupent, il y a surtout des militants CGT.

BANQUE DE FRANCE : UN EXEMPLE A SUIVRE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les travailleurs de la Banque de France ont le statut de fonctionnaires. Ils font donc partie de ceux auxquels le gouvernement vient d'accorder généreusement une augmentation de 2 % et rien d'autre jusqu'en juin. Mais après leur mouvement avec occupation des locaux et grève générale dans toute la Banque de France, ils ont obtenu le paiement des jours de grève et une prime de vie chère. Et pourtant, Giscard avait bien déclaré qu'il n'était pas question de céder, notamment sur ce point. Mais la grève massive avec occupation l'y a contraint.

Bon exemple pour tous les travailleurs de la Fonction Publique.

CREDIT LYONNAIS. « QUI SONT LES DIVISEURS ? »

C'est ce que demande la Fédé CGT dans un tract du 12 mars. Mais les diviseurs de quoi ? De l'unité dans les luttes ? Il n'en est pas question dans le tract.

La CGT parle surtout des divergences internes des syndicats, résultat : la CGT est la plus unie. Et comme la CGT est unie, elle est nécessairement et du même coup unitaire... Logique, non ? Cette logique a pu être immédiatement vérifiée : l'après-midi du même jour, la CGT appelle toute seule, sans consultation aucune des autres syndicats et des comités de grève, à une manifestation d'ensemble des banques.

Résultat : à peine plus de 1000 personnes. La dernière manif centrale en avait regroupé 15.000. Qui divise ?



Fotolib

Une combativité réelle... une lutte bradée

La direction avait fait un chantage très clair : levée du lock-out d'accord, mais à condition que toutes les organisations syndicales appellent à voter la reprise le lundi matin. Ainsi elle acculait la CFDT et l'AG combative au dilemme suivant : refuser le terrain patronal et prendre la responsabilité de faire durer une situation en voie de pourrissement, ou créer un précédent grave : l'acceptation de fait par les organisations syndicales de la soumission du droit de grève au lock-out, c'est-à-dire au veto patronal. Un veto que la direction paya 60 F par tête de votant : « dites vous oui ou non à la réouverture de l'usine et aux propositions de la direction? »

● Pour comprendre comment on est arrivé là, il faut d'abord se rappeler dans quelles conditions s'est engagée la grève. 2000 travailleurs avaient voté pour l'occupation en cas de lock-out; 2000 sur 6000, dont 70% avaient voté pour les augmentations uniformes, dont la plupart avaient massivement débrayé depuis un mois. Ce n'était

ni gagné, ni perdu d'avance : tout dépendait de la dynamique de l'occupation et du soutien.

LE SABOTAGE DE LA DIRECTION CGT

Or la direction CGT (qui ne peut plus prendre la parole sans se faire siffler) ne cessa de réclamer l'ouverture de l'usine, et

de dénoncer les provocateurs gauchistes « agents du pouvoir ». Ainsi, prétextant de la présence d'« éléments extérieurs », elle laisse la CFDT organiser seule une manifestation de soutien en ville. Dans le même temps elle prépare la reprise avec tout ce qu'il peut y avoir de jaune dans l'usine : CFTC, CGC, FO. Bref, elle a tout fait pour casser la lutte.

UNE SITUATION AMBIGUE

Mais la CFDT, malgré l'immense crédit qu'elle avait dans l'entreprise, notamment à travers la personne du camarade Guy Robert, ne prit pas toutes les responsabilités que réclamait l'occupation, et que lui permettait une combativité réelle. Il fallait choisir entre l'unité à n'importe quel prix avec la CGT, et la nécessité d'une occupation victorieuse. Il fallait organiser les travailleurs dans la gestion dynamique et démocratique de l'occupation pour imposer l'unité syndicale. C'est autre chose que de s'appuyer sur la combativité des travailleurs, voire d'utiliser l'extrême-gauche pour une stratégie de pression-négociation avec la CGT, sans que les travailleurs, maintenus chaque matin en situation passive d'assister au traditionnel meeting d'information, soient invités à dire leur mot et à choisir.

Résultat : une situation ambiguë où aucun travailleur ne sut exactement si on se battait pour la réouverture de l'usine ou si on occupait activement en grève reconductible pour la satisfaction des revendications, une assistance aux meetings qui s'effiloche jusqu'à descendre à 300 jeudi matin.

Dans ces conditions appeler au boycott du vote patronal (ce qu'eût fait une AG de grévistes), quelle que soit par ailleurs l'évaluation du rapport de forces, c'est-à-dire même s'il fallait opérer une retraite en bon ordre, devenait même impossible pour la CFDT. Contribuer seule, après une semaine d'occupation non prise en charge, à maintenir le lock-out quelques jours de plus devenait effectivement un pari incertain, avec la maîtrise qui collait massivement partout au nom de la « majorité silencieuse » et qui commençait le tour de la popote des indécis de toujours, pendant que le jugement du tribunal attendait sous le sous-main du préfet.

TIRER LE BILAN

Ce mardi, à la rentrée, aucune démoralisation dans les ateliers, plutôt une prise de conscience, et les discussions vont bon train. On va tirer le bilan, laisser le temps passer pour empocher le fric promis par le patron : les 450 F, les 60 F du vote... après on verra. « La CGT a baissé son froc devant le patron, la CFDT a baissé le sien devant la CGT », c'est la formule empirique qui court dans toute l'usine aujourd'hui. Les militants révolutionnaires corrigeront et approfondiront le sens de cette formule lapidaire.

Le bilan de la lutte est en train de se tirer. Déjà, lundi matin, pendant le dépeuplement, plusieurs dizaines d'ouvriers CGT, CFDT et inorganisés (parmi lesquels de nombreux militants d'ateliers) ont tenu une petite assemblée générale où Guy Robert demanda la parole et dut répondre à quelques questions, entériner les premières conclusions : « Les meetings ? Plus jamais ça ! C'est fini, désormais on fonctionnera en assemblée générale. La défaite, c'est celle d'une certaine façon de ne pas mener les luttes à la victoire. Dans une situation nationale où de larges fractions de la classe ouvrière refusent les grèves de 24 heures, posent des revendications à un haut niveau, mais partent au combat sans avoir connaissance de toutes les cartes, ce que vient de vivre la SAVIEM reste jusqu'au bout un test d'importance. Et c'est positif ».

CE QU'ILS DEMANDAIENT :

100 F pour tous
1650 F salaire mini, base 40 h
500 F de prime de vie chère
Amélioration des classifications et des conditions de travail

RESULTATS OBTENUS :

2 % au 1er mars
2 % au 1er avril
A valoir sur la progression de l'indice des 295 postes de l'INSEE
1 % de rattrapage Paris-province au 1er avril
450 F en prime de bilan (cette prime est versée tous les ans, elle ne doit pas être confondue avec la prime demandée)

points chauds

COMMENT ON ETRANGLE UNE VILLE

● Le Puy-en-Velay : ville d'art, ville sainte, proclament les dépliants touristiques. En fait, un sous-emploi chronique, des salaires de misère qui contraignent les jeunes à s'exiler, des traditions cléricalo-conservatrices étouffantes.

Or, depuis un mois, la situation sociale est particulièrement tendue. Pendant une dizaine de jours, une grève générale du bâtiment a paralysé tous les chantiers. Les formes de lutte adoptées étaient révélatrices de la combativité ouvrière : piquets de grève volants, unité français-immigrés.

Voilà qu'aujourd'hui, les deux principales entreprises de la ville annoncent l'éventualité de centaines de licenciements. Elastelle (du groupe textile Bourgeois), gérée provisoirement par un syndic, prévoit des centaines de licenciements si la situation financière n'est pas redressée d'ici trois mois. Quant aux Tanneries (1 200 employés), on parle de licencier la moitié du personnel. En attendant, la semaine de travail est ramenée à 32 h ! Si ces projets sont effectivement mis en application, des centaines de travailleurs sont jetés sur le pavé sans la moindre perspective de réemploi au Puy. Une ville entière se retrouvera asphyxiée, uniquement vouée aux joies du tourisme estival ! La Haute-Loire pourra enfin devenir ce que d'aucuns appellent « le parc naturel de l'Auvergne ». Entendez : un désert !

Aussi, le vendredi 8 mars, ce sont 1500 travailleurs qui se sont retrouvés dans les rues du Puy pour défendre leur emploi. Une manifestation d'une telle ampleur et d'une telle combativité est un événement sans précédent dans la région et démontre une maturation réelle de la conscience ouvrière. Même dans les coins les plus « attardés » et sans grande tradition de luttes.



KAGAN

CARNAUD EN GREVE

● L'usine de boîtes de conserve de Carnaud est en grève depuis le 4 mars. Carnaud ce sont 1200 travailleurs dont 80 % de femmes (40 % de syndiqués). C'est aussi une boîte où le temps de discussion avec les délégués syndicaux est décompté du salaire ; une boîte où les conditions de sécurité ne sont pas respectées.

C'est enfin un patron qui refuse une hausse de salaires et remet en cause les acquis de l'année précédente, licencie le personnel (370 sur le trust).

La grève reconductible a été votée le 4 mars par 80 % des travailleurs. Les femmes sont à la tête de la lutte. Tous les matins à 5 h, le piquet de grève se met en place devant les grilles et à 9 h, une assemblée générale discute les propositions syndicales et décide de la poursuite de la lutte et des formes d'action. 4 à 500 travailleurs sont présents à ces AG.

Devant une telle organisation, 50 intérimaires (sur 200) et 20 % des cadres ont rejoint la lutte. A signaler le cynisme des 80 % restants de

la maîtrise qui annonce sans rougir « on est au service du patron ».

Le patron refuse de négocier avec les grévistes menaçant d'engager des jaunes et de faire intervenir la police. Les Unions locales ont été contactées ainsi que les centres les plus proches afin d'assurer la plus large solidarité.

Carnaud, n'est pas isolé dans la région rouennaise : TRT, Azolacq, la Roclain, les Banques, les PTT, les lycéens sont en lutte.

Le problème de la coordination, de la popularisation et du soutien va devenir déterminant.

MONTREUIL FERMETURE SURPRISE A L'IMPRIMERIE DARBOY

● Le 23 janvier, les 92 travailleurs de chez Darboy ont trouvé à leur arrivée dans la boîte une tête nouvelle : celle d'un syndic. Sa chanson a un air connu : mauvaises affaires, concurrence, etc. Conclusion : on ferme ; plus d'argent pour payer les indemnités de licenciement.

Pour affirmer leurs droits, les travailleurs décidèrent de continuer le travail, tout en assurant une surveillance de jour comme de nuit sur les machines et les stocks de papier, sur les richesses de l'entreprise, seuls garants du paiement de ce qui leur est dû.

Après un mois de travail, le syndic, grand seigneur, se fait prêter par une banque de quoi payer... 100 F d'avance en salaire à chacun. Cette fois les travailleurs savent qu'ils n'ont plus qu'une solution : bloquer définitivement les stocks en occupant jour et nuit l'entreprise. Un regret : celui d'avoir laissé échapper une partie de la comptabilité (emportée par les patrons dès les premiers jours d'action), celle qui devait renfermer les éléments les plus révélateurs.

Un coup de chapeau quand même à ces patrons si industriels qu'ils ont réussi à couler une boîte surchargée de commandes et bien équipée, au point de ne plus laisser un sou en caisse. « La maison perdait environ 25 millions d'AF par mois » explique le syndic. Cet argent n'était pas perdu pour tout le monde si l'on en croit les feuilles de paye des membres de la famille du PDG.

Pour les travailleurs de Darboy, l'heure est à la solidarité, sur Montreuil et sur la branche imprimerie où plusieurs entreprises sont en train de « restructurer ».



GAMMA

mars 74

LE PRINTEMPS EST A L'HEURE

En appelant à une première manifestation centrale à Paris, le jeudi 7 mars 1974, les coordinations lycéennes et étudiantes entendaient donner une impulsion nationale aux mobilisations contre la réforme Fontanet, jusqu'alors émietées et sporadiques. Un certain « attentisme » régnait au début du mois dans les établissements scolaires. L'hostilité à la réforme, le ras-le-bol étaient généraux. Mais la mobilisation de mars-avril 73 contre la loi Debré et le DEUG avaient mis en évidence les limites d'un mouvement de la jeunesse scolarisée isolé : si, au terme de 6 semaines de grève et de manifestations monstres, 300.000 lycéens, collégiens et étudiants n'avaient pu infliger une réelle défaite au pouvoir, à quoi bon recommencer ?

LES JOURNEES DE MARS

Tout au long du mois de février, les militants révolutionnaires se sont efforcés de battre en brèche cet état d'esprit. De réunions d'information en assemblées générales, ils expliquaient les raisons et les conséquences de la réforme. Ils soulignaient que ce projet à long terme (le super-bac ne rentre en vigueur qu'en 1978) était fondé sur le postulat d'une longue période de stabilité politique de l'équipe au pouvoir, postulat on ne peut plus hasardeux : le développement des luttes de classes en France risquant fort de renvoyer M. Fontanet à sa paroisse avant qu'il n'ait le temps de déployer tous ses talents d'homme d'Etat. Ils appelaient les lycéens, les collégiens, les étudiants à prendre toute leur place dans le développement de ces luttes, multipliant les grèves actives et les manifestations. Si seule une défaite majeure du pouvoir peut bloquer définitivement la réforme, il est faux d'affirmer que la résistance opiniâtre de la jeunesse scolarisée ne peut rien.

Il est possible d'enrayer, de dévoyer l'application de la réforme Fontanet, de briser sa cohérence, de la mettre en échec en exacerbant ses contradictions.

Au début du mois de mars, les conditions d'une contre-offensive généralisée se trouvaient réunies. D'autant plus que le foisonnement des luttes ouvrières dures (Rateau, Saviem, banques, etc.) stimulait la combativité de la jeunesse scolarisée. Il fallait donner le signal. Ce fut la manifestation du 7 mars à Paris.

Le succès de cette manifestation (30.000 participants, surtout lycéens et collégiens), ses répercussions dans les établissements à Paris et en province permirent de passer à un niveau supérieur. Les coordinations lycéennes, étudiantes, CET, réunies le week-end des 9 et 10 mars, décidaient les journées d'action, de popularisation et de manifestations locales du mardi 12 mars et la journée de grève et de manifestations centrales du jeudi 14. Des centaines d'établissements secondaires sont touchés. Longtemps incrédule, la presse bourgeoise se fait inquiète (« comme en 73 ? »... titre Le Monde du 14 mars). Et Libération, après avoir mené pendant 10 jours une campagne de dénigrement systématique contre les coordinations et les « groupuscules », baisse opportunément d'un ton.

UNE LUTTE PROLONGEE

La lutte contre la réforme Fontanet s'engage donc sous de bons auspices. Cette lutte sera une lutte difficile et prolongée. Personne là-dessus ne se berce d'illusions. Personne ne s'imagine que la jeunesse scolarisée peut gagner à court terme, par une grève au finish. L'extension du mouvement à toute la jeunesse et à la classe ouvrière est la condition d'une victoire décisive.

Cette victoire se remporte sur le terrain social et politique, contre le pouvoir pompidolien. Aux côtés de la classe ouvrière, la jeunesse scolarisée est partie prenante de ce combat. L'avenir immédiat du mouvement dépend de ce qui va se passer dans les entreprises : si l'« offensive ouvrière du printemps » se confirme et s'approfondit, si elle débouche au niveau politique, la mobilisation de la jeunesse scolarisée va gagner en ampleur tout en changeant de terrain. La lutte contre la réforme Fontanet et l'école bourgeoise va s'élargir au soutien des luttes ouvrières et aux mobilisations contre le pouvoir. Si la situation politique et sociale reste provisoirement ce qu'elle est, le mouvement devra s'enraciner dans les établissements pour assumer la résistance quotidienne, pied à pied, à l'application de la réforme. De toute évidence, l'évolution de la lutte de classes en France suscitera à court terme, les conditions d'un nouvel embrasement.

La lutte contre la réforme Fontanet est une « guerre de tranchée ». Entre deux « sorties », il faut consolider les casemates. Et renforcer les liens avec l'« arrière ». Car c'est de ces liens, qu'en dernière analyse, dépend la décision.

D'ACCORD, JUQUIN,

« TELLE SOCIÉTÉ, TELLE ÉCOLE »



Dans « l'Humanité » du 6 mars 1974, Pierre Juquin, membre du Comité central du Parti communiste français et ministre de l'Éducation nationale du gouvernement fantôme de François Mitterrand, résume magistralement les positions de son parti sur la question de l'école. Cet article tombe à pic en cette période de mobilisation contre la réforme Fontanet. Le débat fait rage en effet, dans les lycées et les facultés, entre réformistes et révolutionnaires sur les mots d'ordre et les formes de lutte à opposer à l'offensive du pouvoir. L'article de Juquin permet de cerner les divergences d'analyse, de programme, de stratégie autour de trois thèmes :

- la conception de l'« École socialiste »
- l'analyse de l'École bourgeoise
- la riposte à la réforme Fontanet

Pour Juquin, « les résultats de l'Union soviétique, de la RDA et des autres pays socialistes dans le domaine de l'éducation démontrent la supériorité du socialisme... »

Il insiste en particulier sur la capacité de ces pays à construire une école de base unifiée de 8, 9 ou 10 classes entièrement communes à tous les élèves. « En même temps, le socialisme assure à tous une formation professionnelle valable, associant la théorie et la pratique, liant l'enseignement et la production vivante ». Bref, le socialisme fait plus et mieux.

Dans l'introduction au livre de G. Bouvard et P. Pellanq — « L'Enseignement en RDA » — (Editions sociales), Juquin précise qu'il y a des lois générales à toute société socialiste, mais récuse l'idée d'un modèle uniforme. Il prend comme exemple l'enseignement de la philosophie : il justifie pour des raisons historiques (1) l'enseignement d'une philosophie unique, le

marxisme-léninisme, en RDA ; mais pour la France, il en ira autrement : il n'y aura pas de philosophie officielle.

L'« École socialiste » est-elle seulement une école qui instruit plus et mieux, dans une optique égalitaire, en liant la formation au travail, en garantissant l'emploi ? Si on reprend la formule utilisée par Juquin : « Telle société, telle école », on est conduit à parler « école bureaucratique », aucunement « d'école socialiste ».

L'école dite socialiste par Juquin est profondément subordonnée à l'État bureaucratique et policier et fonctionne comme appareil de socialisation politique. Un exemple : « Ainsi, en travaillant la chimie et les autres matières, les élèves acquièrent la conviction que le monde est matériel et peut être connu..., que la coopération avec les pays socialistes et tout d'abord avec l'Union soviétique est une condition fondamentale de notre développement

scientifique, technique et économique (par exemple en pétrochimie) etc... »

(« L'enseignement en RDA » p.279) Tout le développement culturel est enfermé dans des structures étroitement imbriquées dans l'État qui ne s'oriente aucunement vers son dépérissement. Qualifier de socialistes des structures ainsi cristallisées, c'est une première imposture.

Cette école est liée au travail productif : cette mesure nécessaire n'est aucunement suffisante. Du fait que les travailleurs ne sont pas maîtres de l'organisation du travail, du fait que la division sociale du travail, entre exécutants et dirigeants sévit à l'échelle de l'entreprise comme à l'échelle de la société, cette liaison fonctionne surtout comme processus d'intégration sociale. Il suffit de considérer l'ombre de pouvoir dont disposent les syndicats. Une telle école contribue évidemment à la reproduction de la division sociale du travail.

Quelle éducation ? La famille continue d'être exaltée ; les rapports d'autorité caractéristiques de tous les rapports sociaux marquent en profondeur les pratiques pédagogiques.

L'exemple du sport est tout à fait révélateur : c'est l'exaltation précoce de la compétition, l'obsession du rendement de l'efficacité... Les résultats internationaux doivent prouver la supériorité du « système socialiste ».

L'éducation socialiste n'est pas seulement plus égalitaire que l'éducation bourgeoise ; elle ne vise pas seulement à instruire plus. Elle ne peut s'articuler que

sur une société où les travailleurs organisés en conseils disposent effectivement de tout le pouvoir, où la division sociale du travail est battue en brèche.

L'ANALYSE DE L'ÉCOLE BOURGEOISE

Juquin rappelle que « dans le régime capitaliste, l'école remplit trois fonctions principales : elle doit assurer une reproduction élargie de la force de travail en donnant une formation et une qualification ; elle doit participer au maintien des rapports de classes en asservissant l'orientation et la sélection (division technique du travail) à la ségrégation sociale ; elle doit contribuer à la perpétuation du pouvoir de la classe dominante en aidant à la diffusion des idées de cette classe. »

Le tri des élèves s'opère bien, de façon prépondérante, en fonction de l'origine sociale. Juquin souligne que « l'inégalité dans l'enseignement résulte de l'inégalité dans la société ». L'école bourgeoise organise une compétition truquée. Mais quelle est sa responsabilité ? Faut-il raisonner seulement en termes de « handicaps socio-culturels », à compenser par des mesures de soutien ? Ou bien ne faut-il que mettre en cause les exigences de l'école ? La question a été posée en particulier à propos du langage. Les critères d'appréciation ne sont pas innocents et dévalorisent systématiquement l'introduction de tournures populaires considérées comme impropres, vulgaires... De même, il faut s'interroger sur les rythmes d'acquisition, etc. C'est le concept de « niveau » qui doit être soumis à la critique et non sacralisé.

Plus grave : Juquin relie la sélection à la division technique du travail, sans parler de la division sociale. Comme si les filières n'étaient pas aussi branchées sur cette division du travail. En réalité, le CET, c'est déjà l'usine, en ce sens que tout y est organisé pour former de futurs travailleurs voués à des tâches d'exécution. L'enseignement, les « qualifications » sont profondément manipulés dans cette optique. À l'autre bout, les grandes écoles d'ingénieurs, c'est aussi « déjà l'usine » mais du côté du commandement, des tâches de direction. Et l'enseignement y est profondément manipulé dans cette optique. On ne peut pas comprendre la structuration de l'école bourgeoise sans démasquer sa profonde subordination à la division du travail. Le savoir, sa transmission se trouvent ainsi gravement compromis avec le système d'exploitation et de pouvoir.

Une telle analyse conduit à condamner non seulement les critères de sélection, mais ses finalités sociales. Elle permet de comprendre dans toute sa dimension le rôle idéologique de l'institution scolaire : former les mentalités, forger les comportements. Ceci va plus loin que la simple diffusion d'idées qui a évidemment une grande importance, mais qui ne doit pas faire oublier la transmission de valeurs liées au fonctionnement même de l'institution : compétition, concurrence, autorité, individualisme... Juquin sous-estime la fonction idéologique de l'institution scolaire, aussi bien pour la RDA que pour la France.

LA RIPOSTE À LA RÉFORME

Pour Juquin, la riposte se fait évidemment au nom du « Programme commun ». « Dès maintenant, les luttes qui s'engagent visent à combattre les dispositions et les orientations nocives du projet ministériel en lui opposant un ensemble de mesures concrètes immédiatement applicables telles que :

- 1) des mesures sociales... (gratuité)...
- 2) une réorganisation de l'école primaire
- 3) une réorganisation des CES comportant un déclassement intégral, la suppression de toute porte de sortie à la fin de la cinquième
- 4) un développement important de l'enseignement technique public (c'est un point capital)
- 5) le maintien d'un baccalauréat à double fonction

6) une élévation générale de la formation des enseignants... »

Juquin ne laisse planer aucune illusion sur l'application générale de ces mesures dans la situation actuelle, « puisqu'elles contredisent les fondements du régime ». Il y a plus grave : certaines de ces mesures, si elles étaient appliquées seraient récupérées. « Les exemples de la Suède ou du Japon montrent bien qu'une école, même assez bien réformée, ne peut être libératrice ; telle société, telle école, voilà la dure réalité. C'est pourquoi, par exemple, le grand capital peut « absorber » sans risques excessifs des modifications de l'école de base qui lui sont utiles sur le plan politique. » Si on comprend bien, il faut lutter pour une école plus démocratique, mais sans nourrir trop d'illusions : il y a peu de chances que des mesures importantes soient imposées ; elles seraient, pour une bonne part, récupérées. On ne saurait mieux montrer les limites des revendications démocratiques. En clair : non à la réforme Fontanet ; pression pour en écarter les dispositions nocives ; urgence du Programme commun.

Il se trouve que l'école du programme commun ressemble par bien des aspects à l'école suédoise : comment va-t-elle devenir libératrice ? Parce qu'elle sera articulée sur une société en voie de libération ? Admettons l'hypothèse : c'est considérer l'école comme un outil qui change de nature en changeant de milieu. En réalité, cette école péserait dans le sens de la reproduction des anciennes mentalités, des anciens comportements, il faudrait la briser. Aussi bien, l'hypothèse manque de sérieux, puisque la division du travail n'est pas mise en cause dans la perspective du programme commun, puisque la stratégie ne conduit pas à la rupture victorieuse avec le système actuel.

LE FIL DIRECTEUR

Si l'on ne veut pas sombrer dans l'impuissance, il faut orienter bien différemment la lutte contre la réforme. Si l'on se situe dans une logique d'adaptation, si l'on cherche à réduire la crise de l'institution, il faut faire un bout de chemin avec Fontanet, quitte à proposer des mesures moins restrictives. (plaider l'allongement de telle formation, l'ouverture plus large de tel flux, des garanties plus sérieuses à tel niveau).

Fontanet cherche en effet à réarticuler l'école et la société pour résorber la crise de l'institution en adaptant les flux et les formations scolaires au marché du travail qui se trouve dans les mains du patronat et de l'Etat. Ceci le conduit à régulariser les flux et donc à renforcer la sélection, à lier le plus tôt possible les formations aux futures professions, à opérer des transferts vers le patronat, à construire un nouvel ordre scolaire. Fontanet peut en même temps promettre de réduire la ségrégation sociale et polariser l'attention sur cette question. Ce qui lui permet d'aller à l'essentiel : crever l'abcès scolaire et tout ce qu'il entraîne.

Il faut éviter de se laisser piéger par les deux axes centraux de la propagande de Fontanet : l'égalité des chances, la garantie de l'emploi. Ne pas opposer, comme Juquin, « les besoins de la nation » aux besoins du capital : on devient tout-à-fait myope. Mais comprendre que la réforme, sous tous ses aspects, vise à casser les luttes sur le front scolaire, à mettre la jeunesse scolarisée au pas.

Le combat doit conduire :

- au niveau des structures de contrôle, à préserver et étendre l'autonomie relative dont dispose encore la vieille école vis-à-vis du patronat et du gouvernement ; parce que c'est une condition favorable pour le combat idéologique.

- au niveau des mécanismes de sélection, à faire échec à toutes les tentatives de renforcement parce qu'elles conduisent globalement à une réduction des formations, parce qu'elles visent à rétablir une compétition plus serrée, facteur d'ordre scolaire et social.

Le fil directeur, c'est le refus de tout renforcement des mécanismes de domination idéologique, d'intégration sociale.

La lutte ne se donne pas pour seul objectif de faire échec à la réforme. Elle intervient dès maintenant dans le fonctionnement de l'école qu'elle contribue à mettre en cause dans ses mécanismes de contrôle, de sélection, de domination idéologique. Cette lutte ne concerne pas seulement la jeunesse scolarisée. Elle concerne aussi les enseignants menacés dans leurs conditions de travail et leur emploi. Elle concerne directement la classe ouvrière gravement attaquée sur le terrain de la formation.



LE MAL DE MER DES J.C.

Une des différences essentielles, outre sa moindre ampleur, entre la mobilisation actuelle contre la réforme Fontanet et mars-avril 1973, est l'attitude des militants étudiants et lycéens du PCF. Il y a un an, ils s'étaient totalement coupés du mouvement, essayant de la récupérer par tous les moyens, plus discréditant les uns que les autres vis-à-vis de la masse des lycéens. Aujourd'hui, au contraire, ils sont en général « unitaires », participant à la base aux Comités contre la réforme Fontanet et membres, aux côtés des camarades du Front des Cercles Rouges du collectif lycéen d'organisation de la manifestation du 7 mars.

Il ne s'agit aucunement d'un tournant fondamental mais d'une attitude opportuniste semblable à celle adoptée par l'Humanité à la fin du mouvement de mars-avril. A cela deux causes :

- le malaise grandissant au sein des organisations de jeunesse du PCF, mars-avril a marqué d'un trait indélébile les JC vis-à-vis des lycéens, il est difficile de se remettre sur pied quand, en permanence, l'on s'est en fait trouvé en dehors du mouvement.

- la campagne Education Nationale que lance aujourd'hui le PCF dont les Etats Généraux du SNES les 2 et 3 mars sont une illustration : le PCF espère ainsi récupérer à un haut niveau, par le poids de son appareil dans les organisations syndicales, la lutte contre la réforme. Ainsi, peu lui importe que Martine Bodin, présidente de l'UNCAL, cotoie dans le même mouvement le « gauchiste » Michel Field, il compte de toute façon réaliser son opération « programme commun » et « école démocratique » lors du vote de la loi en avril.

Mais cette attitude ne va pas sans mal. Quand on a été formé dans un cadre éminemment sectaire, il est difficile de se rééduquer et de travailler sans bavure avec la frange d'extrême-gauche des lycées et des facultés. De même, quand, tout d'un coup, on vous lâche la bride sur le cou, il arrive souvent que l'on dépasse les bornes, que l'on soit trop unitaire aux yeux de la direction. Ceci concourt à créer un malaise important au sein des JC, alimenté par l'attitude hésitante, toute d'ordres et de contre ordres de la direction. Le malaise, l'attitude contradictoire des JC au gré des villes de province en est une illustration étonnante : ainsi à Carcassonne, après la condamnation à mort de Puig Antich, un tract signé en commun par le cercle Rouge et les JC est diffusé sur tous les lycées, alors que, non loin de là, à Narbonne, les militants des mouvements jeunes du PC refusent toute unité et tout travail en commun avec le Front des Cercles Rouges lycéens.

Il faut profiter de ce malaise. Et poser quelques questions aux militants des JC.

1) Vous avez voté pour le refus en bloc de la réforme dans la coordination lycéenne du 4 mars ainsi que dans quelques facultés. Que dire alors de cette phrase de Pierre Juquin, responsable Education Nationale du Comité Central, à la fin des Etats Généraux du SNES, le 3 mars, citée par « La Monde », du 5 :

« La réforme Fontanet apportera des changements non négligeables ». M. Juquin a invité ses interlocuteurs à « développer les luttes » pour « imposer des mesures favorables à l'éducation, tout en écartant les dispositions particulièrement néfastes ». En fait, certains aspects du projet traduisent un « recul » du gouvernement. « Si M. Fontanet renie ses prédécesseurs en supprimant les filières des CES, nous ne dirons pas « bravo » ! Nous dirons « enfin » ! » a ajouté le député de l'Essonne. Façon aussi de ne pas dire « non »...

Alors, y aurait-il des aspects positifs dans cette réforme que vous dites refuser comme insupportable ? Et comment expliquez-vous que sur 16 conseils de gestion d'Université où vous êtes présents, dans 15 d'entre eux vous avez voté l'an dernier pour le DEUG ? Le DEUG n'est-il pas repris dans la réforme, n'est-il pas un des aspects de la vaste course d'obstacles vers le diplôme qu'a pondue Fontanet ?

Enfin, vous vous élevez contre la main-mise patronale sur l'Ecole telle que l'exprime la réforme : mais cette présence patronale, la participation que vous avez acceptée tous, bras ouverts, n'en est-elle pas un plus pur produit ? Le moment n'est-il pas venu d'en faire le bilan ?

2) Vous parlez dans l'Humanité particulièrement dans une interview de Martine Bodin le 6 mars, de la « démocratie du mouvement ». Fort bien ! Mais que dire de ces phrases prononcées par quelques uns de vos délégués lors du collectif lycéen du 5 mars : « Il y a des lycées où des lycéens n'ont pas besoin de comités de grève » ? Parions que ce sont ceux où vous êtes majoritaires... Ou encore : « Nous convoquerons une coordination au nom de l'UNCAL si le vote a lieu en contradiction avec le mandat de la coordination du 4 ». D'accord pour une nouvelle coordination quand la démocratie n'est plus respectée, mais au nom de l'UNCAL, au nom d'une tendance politique du mouvement ? Belle démocratie !

La « démocratie » dont vous vous targuez n'est pour la direction des JC qu'un prétexte : elle n'accepte de plier les banderoles UNCAL et de valider les Comités unitaires que parce qu'elle a comme consigne de rester dans le mouvement, de ne pas se couper de lui, de ne pas répéter l'erreur de l'an dernier. Mais la récupération pointe quand même le nez : ainsi, lors de la coordination lycéenne du vendredi 8 mars, 200 militants des JC encadrés par quelques cadres plus âgés du PCF ont bourré la salle. En vain : puisqu'après la décision de la majorité écrasante des lycéens présents de tenir la coordination ailleurs, sur la base d'un contrôle des délégués par établissement, vous avez dû pitoyablement envoyer vos quelques délégués élus à la coordination du mouvement. Cela n'empêche pas une cinquantaine d'éléments du service d'ordre d'essayer à plusieurs reprises d'entrer en force et de cogner au passage les lycéens qui contrôlaient la démocratie de leur coordination.

Enfin que dire de la promenade de Martine Bodin à l'avant de la manifestation du 7 mars : juste pour dire dans l'Huma le lendemain que « l'on remarquait aux côtés des délégués du collectif » la présidente de l'UNCAL. Etait-elle mandatée ? Non. Etait-elle élue par les lycéens de Balzac, son établissement ? Non. Elle n'a regroupé que 14 voix, en quatrième position et n'était donc aucunement membre du collectif. La récupération est plus discrète, mais toujours présente et souvent maladroite.

3) Enfin, que pensez-vous de l'attitude de vos directions lors de la manifestation Chili du 22 février ?

Où le cortège PCF a résolument tourné le dos à l'ambassade, pourtant but officiel de la manifestation ?

Le Front des Cercles Rouges lycéens n'avait-il pas raison d'écrire dans une lettre ouverte aux militants des JC :

« Ce sont les directions du PS et du PC qui ont capitulé ! Ce sont elles qui ont négocié dans la journée du jeudi 21 un parcours allant de la Motte-Piquet-Grenelle à la place Montparnasse en passant par Cambronnes, Vaugirard. De leur propre chef, elles ont renoncé à aller à l'ambassade à laquelle elles appelaient encore la veille. De leur propre chef, elles ont refusé d'aller vers la place de l'Ecole Militaire à proximité de l'ambassade comme le tolérait la police.

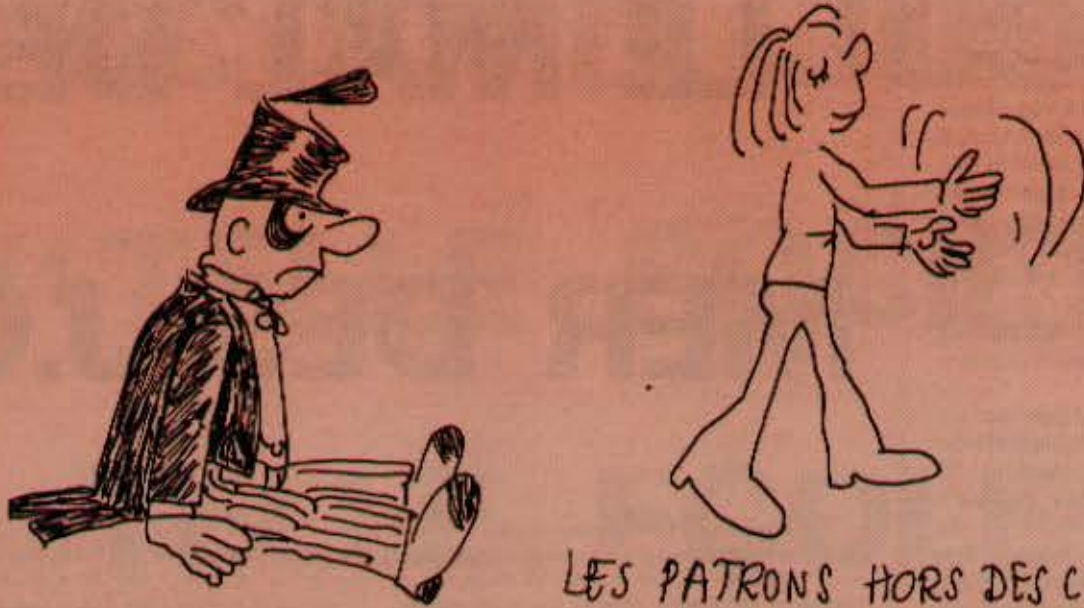
La police a sauté sur l'occasion : elle a mis en place un dispositif d'une ampleur sans précédent ; elle a fermé 5 ou 6 stations de métro ; elle a entouré complètement le cortège des comités Chili, puis elle a provoqué elle-même le cortège en le grenadant à hauteur de Vavin. Quant au cortège du PS et du PC, il a tourné à droite tout de suite pour ne pas avoir à faire la jonction avec le nôtre et s'est dissout à Convention, après avoir obtenu l'accord de la police.

Pourquoi cette division systématique qui affaiblit le mouvement ? S'il y avait eu un seul immense cortège ce jour-là, la police n'aurait jamais osé le provoquer (...).

Appeler à l'ambassade, était-ce une provocation ? Alors, pourquoi l'avez-vous fait ? N'avez-vous pas raison d'écrire : « Si jamais des responsables fascistes s'avisent de venir en France, le sol de notre pays leur brûlera sous les pieds » (Huma du 8.12.73) ? S'il ne fallait pas aller à l'ambassade, alors, pourquoi ne l'avez-vous pas écrit dans l'Humanité ?

Militants des JC, répondez à ces questions. Ce n'est qu'en rompant avec le réformisme que vous pourrez résoudre votre mal de mer !

J.K.



LES PATRONS HORS DES C.E.T.!

PREMIERE VICTOIRE

5000 apprentis à la manif de mardi 12, du CET Bolivar à la Nation. C'est un succès considérable, compte-tenu du faible délai de préparation et de la date (il fallait en effet débrayer pour se rendre à la manif).

Succès également pour l'organisation du cortège : appelée par la coordination qui s'était tenue le samedi 9, la manif a été une illustration de la démocratie ouvrière qui peut exister dans un tel mouvement. Respect des mots d'ordre, des banderoles par l'ensemble des forces politiques participant au mouvement. Il n'y a eu que LO pour regarder le cortège d'un œil goguenard : le matin ses vendeurs

appelaient à une manif... pour le lendemain à l'aide d'un tract signé « coordination des CET » (un faux) !

Ce mouvement des CET est remarquable : les apprentis prennent en effet de très gros risques en manifestant et en faisant grève, puisque le pouvoir a adopté (comme dans les lycées) une tactique bien précise : ne pas attaquer frontalement le mouvement (en interdisant les manifs ou en les réprimant) mais essayer de le saper à la base par des dizaines de menaces d'exclusions.

Remarquables également les mots d'ordre : « A bas la loi Royer », « A bas les CET casernes », mais aussi « à bas l'école des flics et des patrons ». Cela

montre les progrès accomplis depuis deux ans dans les CET, la volonté de remettre en cause l'ensemble de la politique patronale et gouvernementale.

Remarquable, enfin, la structuration de la lutte : élection de comités de grève, révocabilité des él. ; en AG, organisation de multiples commissions dans chaque CET (mots d'ordre, popularisation, etc.).

Dans les CET comme ailleurs, nous ne nous battons pas au finish. L'abrogation de la loi Royer sera une bagarre de longue haleine, qui implique pour sa victoire que soit réalisée la jonction avec les luttes ouvrières. Localement déjà par des contacts avec des grèves ouvrières (les

CET de Clichy et Dorian sont déjà allés en délégation au Crédit Lyonnais, les CET de la Seine St Denis participent massivement à la manif de Rateau). Nationalement, en demandant aux syndicats ouvriers d'organiser des initiatives en commun avec les coordinations des comités de grève de la jeunesse.

Même si la loi Royer n'est pas abrogée immédiatement, il est possible d'obtenir un minimum à travers la lutte, et tout de suite : la création de foyers gérés par les élèves et ouverts sur l'extérieur, l'obtention des libertés de réunion et d'organisation, l'abrogation des règlements intérieurs. Si la grève s'arrête dans certains CET (quitte à reprendre quelques jours plus tard), il doit en rester quelque chose : créons partout des comités de lutte, qui marquent la consolidation des acquis, qui empêchent la répression de frapper, qui adoptent une plate-forme. L'administration doit apprendre à nous respecter, non seulement pendant les grandes mobilisations, mais aussi toute l'année : encore faut-il qu'elle sente une force organisée en face d'elle.

**A BAS LA LOI ROYER !
A BAS LES CET CASERNES !
Dès maintenant imposons :
L'OUVERTURE DE FOYERS
GERES PAR LES ELEVES
L'ABROGATION DES
REGLEMENTS INTERIEURS !
LA CREATION DES IO% !
L'OBTENTION DU DROIT
D'ORGANISATION ET DE REUNION !**

Pour cela :
**PENDANT LA GREVE ELISONS
DES COMITES DE GREVE,
APRES LA GREVE, COMPTONS
SUR LES COMITES DE LUTTE !**

Lutte ouvrière

faut pas pousser!

Samedi 9 mars : première coordination CET du mouvement. A la porte de la salle, 200 vendeurs de L.O. filèrent les entrées. Débat sur les perspectives du mouvement : la coordination adopte une plate-forme, décide une première manifestation pour le mardi 12, et appelle à manifester avec les lycéens le jeudi 14. Les vendeurs de L.O. ne sont pas d'accord pour que la première manif ait lieu le mardi, parce que c'est le jour choisi par les lycéens pour populariser leur lutte. Ils tentent également d'avoir la majorité absolue dans le collectif élu par la coordination. N'arrivant pas à leurs fins, ils quittent la coordination.

Mardi 12 mars : sur plusieurs CET de la région parisienne, les vendeurs de L.O. distribuent un tract, signé coordination des CET appelant à manifester mercredi 13. Le contenu de ce tract est, mot pour mot, celui d'un autre distribué la veille, et signé « ceux du Technique ».

Trop, c'est trop ! Lutte Ouvrière ne se contente plus de diviser le mouvement de la jeunesse, en opposant les lycéens et les apprentis, (ce qui avait été sa pratique de l'année dernière) comme le montre un tract de « ceux du Technique » : « Nous devons être capables de prendre nous-mêmes notre sort en mains, c'est-à-dire de ne pas écouter tous ceux (UNCAL, AJS, Rouge) qui, comme l'an dernier voudraient encore une fois nous mettre à la remorque des lycéens, de leurs revendications et de leur lutte.

Solidaires des lycéens, nous savons que nos revendications ne peuvent être les leurs, car demain les lycéens du classique deviendront docteurs, avocats ou professeurs, les lycéens du technique ingénieurs ou techniciens ». Maintenant, Lutte Ouvrière divise le mouvement des CET lui-même en appelant à une manif scissionniste.

Personne n'a jamais voulu mettre les CET à la remorque des lycéens. Mais il est faux de dire que les revendications des apprentis ne peuvent être celles des lycéens : dans leur plate-forme, ceux-ci ont incliné des mots d'ordre contre la loi Royer et les CET casernes. Dans le XIII^e, le XII^e arrondissement, dans les banlieues, ont été mises en place des coordinations mixtes lycéens-CET. Les lois Royer et Fontanel forment un tout cohérent contre lequel seule une mobilisation cohérente et unie de la jeunesse peut s'opposer. Il n'y a plus que Lutte Ouvrière pour refuser d'admettre cela (signalons d'ailleurs à L.O. que loin de devenir avocats, médecins ou profs, une grande partie des lycéens devient aujourd'hui... chômeurs, facteurs ou employés de banque !).

C'est le droit de L.O. de n'être pas d'accord avec cela. C'est le droit de L.O. d'opposer les élèves des CET aux lycéens en lutte. Mais c'est le devoir de L.O. d'admettre que lorsqu'on est minoritaire dans les structures démocratiquement élues par le mouvement on en respecte les décisions.

C'est ça, la démocratie ouvrière. Ou alors, on agit comme une secte.

LA MANIF MAGOUILLE DE L.O.

Mercredi 14 mars au Père Lachaise à Paris, quelques dizaines d'élèves de CET se rassemblent solidement encadrés par la direction, un service d'ordre et de nombreux vendeurs de « Lutte Ouvrière ».

Les élèves de Corvisart arrivent et sur le terrain s'expliquent : « Deux militants de LO sont venus ce matin au CET et nous ont raconté qu'hier il n'y avait pas eu de manif CET mais que n'importe qui lycéens, lycéens techniques, ouvriers se mélangeaient aux CET et noyaient leurs revendications spécifiques. Ils nous ont dit que la coordination CET avait décidé une manifestation cet après-midi. Ils sont restés avec nous toute la matinée. On arrive ici pour s'apercevoir que c'est LO et LO seule qui organise la manif. On n'y participera pas ».

Enfin, après s'être rassemblé sur un coin de trottoir, c'est en chiffres réels 600 élèves des CET accompagnés de 200 militants de LO qui enfilent une rue étroite.

Un succès pour qui, camarades de LO ? Pour le mouvement, cela ne le renforce pas, en comparaison du rassemblement massif réussi la veille par la coordination CET que vous aviez déserté.

Un succès pour vous-mêmes ? Mentir à ceux des élèves de CET que vous avez pu toucher ne les gagnera nullement à votre courant politique que vous avez camouflé en poussant la démagogie jusqu'à signer les tracts d'appel à cette manif « coordination des CET ». Il suffira que la vérité se sache et elle se retournera contre vous.

tous les élèves de C.E.T. doivent participer massivement à la

MANIFESTATION CENTRALE DES C.E.T.

Mercredi 13 mars à 14 H 00
Métro Père Lachaise PL. A. METIVIER

LA COORDINATION DES C.E.T. DE LA REGION PARISIENNE

Un faux sciemment fabriqué par L.O.

LE «COUP D'ETAT RAMPANT»

C'était la 2ème semaine de février, à Portonaccio dans la zone Tivoli de Rome. Des familles qui occupaient des logements vides, sont agressées par un commando fasciste anti-occupation. Des incidents éclatent, précédant de peu l'intervention massive de la police contre ces familles...

Le « Resto del Carlino », un quotidien de la chaîne Monti, publie les nouvelles de l'affrontement en leur donnant la vedette en première page et annonce que deux colonnes motorisées de « forces de l'ordre » sont en route pour la capitale, l'une de Bologne, l'autre de Pescara. Or, deux jours avant, dans la ville des Abruzzes, circulaient des rumeurs sur l'imminence du « grand jour », celui où l'ordre serait rétabli de façon définitive...

Etait-ce seulement une coïncidence ? Ou quelqu'un à Pescara savait-il, à l'avance, qu'allait avoir lieu cette intervention massive de la police à Rome ? Est-il vrai que ces deux colonnes se soient mises en route ? Et si c'est le cas, qui les a arrêtées ?

UN PLAN DIABOLIQUE DE LA BOURGEOISIE ?

L'imbricatio des nouvelles qui se succèdent sur l'existence de préparatifs de coup d'Etat d'importance diverse avec la complicité de secteurs plus ou moins étendus de l'appareil d'Etat, leurs imbrications avec les enquêtes menées sur les fascistes et avec les noms des gens impliqués dans ces enquêtes, la liaison ou tout le moins la coïncidence de tout cela avec la continuation des attentats... dans tout cela il faut chercher à voir clair.

Ecartons d'abord une interprétation trop facile : celle d'un plan diabolique tramé par la bourgeoisie dans son ensemble ; elle empêche en fait de voir les divergences existant dans le front de l'adversaire et d'apprécier comment ces divergences déterminent pour la classe dirigeante une bataille sur deux fronts : l'un contre la classe ouvrière et l'autre, celui des règlements de compte internes.

Il faut chercher à comprendre quels sont aujourd'hui les besoins objectifs de la bourgeoisie ; sans cela on court le risque de tomber dans une attitude attentiste ou de céder à la position d'antifascisme général qui est celle du PC italien (position qui le conduit à la conception d'un front populaire, et partant à proposer une solution à la crise à l'intérieur même des structures légales de l'Etat bourgeois, en conservant l'hégémonie de la bourgeoisie sur la société).

La crise du capitalisme a atteint un point tel que les 200 holdings multinationales qui contrôlent le marché mondial, et avec eux les groupes politiques dirigeants des principaux pays capitalistes, sont parvenus à une claire conscience du seul moyen qu'ils ont pour en venir à bout. Et c'est le moyen le plus classique : réduire de façon décisive le pouvoir d'achat de la classe ouvrière et recréer une large armée de réserve en main-d'œuvre inemployée pour peser sur les salaires, en faisant du chômage un moyen de chantage.

Sans abaisser les salaires et sans l'armée de réserve, le capitalisme ne réussirait pas à faire payer aux travailleurs les frais de sa crise et devrait déclencher avec une énergie dramatique ses luttes intestines : guerres sur les taxes douanières, guerres commerciales et, dans certaines conditions, de nouvelles guerres tout court, avec une ampleur sans précédent dans les décennies qui ont suivi la 2ème guerre mondiale.

TROIS SOLUTIONS PROBLEMATIQUES

Les solutions pour se sortir du bourbier, il en a au moins trois ; mais chacune d'entre elles comporte des inconvénients qui ne sont pas indifférents : coopter à la responsabilité du gouvernement les partis traditionnels de la classe ouvrière les plus importants ; réaliser l'Etat fort tout en maintenant formellement quelques garanties libérales ; perpétrer un coup d'Etat militaire.

En Italie, on voit clairement les obstacles auxquels se heurterait chacune de ces solutions

— une entrée du PCI au gouvernement pourrait peut-être pour un temps contenir les luttes ; mais elles reprendraient à brève échéance et elles acquerraient un caractère plus radical, précisément dans la mesure où la présence du PCI au gouvernement signifierait aux yeux des masses une brèche à travers laquelle s'engouffreraient les revendications les plus urgentes et les plus importantes.

— la réalisation de l'Etat fort « dans le cadre constitutionnel » apparaît assez improbable dans un pays où la tentative la plus voyante d'aller dans ce sens (celle du gouvernement Andreotti) s'est heurtée après un an d'existence, non seulement à la riposte de la classe ouvrière, mais aussi à la fragilité de l'appareil d'Etat.

— Alors un coup d'Etat pur et simple ? Malgré la politique du PCI désarmant les travailleurs avec ses perspectives de « voie italienne » et de « compromis historique », face au degré de mobilisation et de combativité qui se confirme à nouveau dans les grandes entreprises, une telle solution doit apparaître aux yeux de la majorité de la bourgeoisie italienne,

comme un saut dans l'inconnu, sans aucune certitude de victoire.

L'IMPASSE

L'impasse est totale et il est clair que la situation ne pourra se décanter sans que se produise un changement de quelque importance soit sur le terrain de la politique intérieure, soit sur celui d'un affrontement de classe à l'échelle internationale et plus particulièrement en Europe.

En ce qui concerne la politique intérieure, la bataille sur le divorce jouera naturellement un rôle de premier plan. Quelle que soit la position de pure défense d'une liberté démocratique (qui est celle du PCI), ou celle, encore plus équivoque, de « bataille laïque » (de Lotta Continua à la gauche libérale), il est clair pour tout le monde que l'enjeu est bien plus important : il s'agit d'une bataille dans laquelle la démocratie chrétienne se retrouve à la tête d'un bloc conservateur qui tente de donner un coup de volant à droite dans la trajectoire de la situation italienne.

Quant à l'influence de ce qui se passerait dans d'autres pays d'Europe occi-

dentale sur la crise italienne, il suffit de penser à la dureté de la lutte en Angleterre, à la multiplication des tensions en Espagne, à la détérioration rapide de la situation française : toute défaite, toute victoire du prolétariat dans un grand pays d'Europe pourrait avoir un effet de découragement ou au contraire de stimulant sur la classe ouvrière italienne.

ATTAQUE ANTI-OUVRIERE ET STRATEGIE DE TENSION

D'ici là, avant que des confrontations dans d'autres pays ou celle qui se produira en Italie sur le divorce ne donnent une vision plus claire du rapport des forces en présence, la bourgeoisie doit tenir compte de l'importance de la combativité ouvrière et de sa tendance toujours plus concrète à déboucher sur une grève générale qui aille bien au-delà du caractère de « démonstration » que les directions syndicales ont voulu donner à la grève du 27 février.

C'est pourquoi l'aile majoritaire de la bourgeoisie joue sur deux tableaux : d'un côté, développer son attaque contre le pouvoir d'achat des travailleurs en frappant encore une fois la classe ouvrière par l'augmentation des prix des produits de consommation courante ; de l'autre, elle reprend la « stratégie de tension » avec plus de détermination et, si l'on veut, plus de réalisme : affirmer que les institutions sont en danger est bien plus crédible aujourd'hui, à un moment où la fragilité de l'appareil d'Etat est clairement visible pour tout le monde ; un moment où partis et ministres sont mouillés dans le scandale pétrolier, d'autant plus qu'ils ne l'avaient pas été en 70 et 71.

Mais cette aile de la bourgeoisie italienne sait aussi qu'elle a peu de marge de contrôle et que peuvent se produire des fuites en avant de la part de secteurs de l'armée, de la police et de la magistrature ; elle sait aussi que des provocations fascistes d'une certaine importance peuvent engendrer un processus de réactions violentes et déclencher une dynamique totalement incontrôlable qui débouche sur un choc frontal entre les classes.

Elle a donc besoin de manifester sa force et de montrer qu'elle tient bien en main la situation, de démontrer qu'elle n'a pas besoin de « substituts » pour faire respecter l'ordre et la loi à sa place.

L'AUTO-DEFENSE : UNE TACHE DECISIVE

Ainsi se crée une situation toujours plus dangereuse, toujours plus instable, qui dégénère de plus en plus.

Il n'y a pas de coup d'Etat mais c'est bien une sorte de « coup d'Etat rampant » qui se réalise quotidiennement avec les grandes rafles (contre les « activités criminelles »), avec les mobilisations continues dans les casernes, avec l'escalade dans le type de matériel utilisé pour la répression (à Portonaccio, pour éclairer comme en plein jour le lieu des affrontements, on a fait usage de cellules photo-électriques de l'armée, ce qui ne s'était jamais vu depuis de longues années).

La tâche des révolutionnaires n'est pas de rester à leur balcon pour regarder ce qui se passe. Dans la participation active aux luttes ouvrières et étudiantes, si l'on veut que ces luttes soient assez efficaces pour déterminer un nouveau rapport de forces favorable au prolétariat, des tâches d'auto-défense s'imposent : auto-défense des camarades qui interviennent dans les usines, les écoles et les quartiers ; auto-défense des locaux politiques et des manifestations ; auto-défense des piquets de grève comme premier pas vers une milice ouvrière qui soit à même de décourager les tentatives de coup d'Etat, ouvertes ou rampantes.

Edgardo PELLEGRINI

(article traduit de

Bandiera Rossa,

quinzomadaire de la section

italienne de la IVème Internationale)



APIS



SAINTE ALLIANCE ET SOLIDARITE

Nous avons depuis 6 mois, semaine après semaine, analysé l'évolution de la situation au Chili, les difficultés de la Junte, les contradictions entre secteurs bourgeois et les conflits qu'elles impliquaient au niveau du régime militaire. Dans notre dernier numéro, par exemple, nous abordions dans un article écrit depuis Santiago du Chili, les mesures prises par les secteurs les plus durs du régime contre la Démocratie chrétienne.

En même temps, nous n'avons cessé d'analyser ce qui se passait dans le mouvement ouvrier chilien, les premières grèves et mobilisations des travailleurs contre l'exploitation forcée qui leur est imposée ainsi que la situation et les perspectives des différentes organisations ouvrières, réformistes ou révolutionnaires. Chaque fois, nous avons mis en évidence la faible marge de manœuvre, économique et politique, du régime issu du coup d'Etat du 11 septembre. Chaque fois, nous avons souligné que seule une aide internationale massive de l'impérialisme pouvait dans la conjoncture présente au Chili, tant économique que politique, élargir cette marge de manœuvre et permettre aux militaires de travailler à plus long terme.

Jusqu'à la fin janvier, cette aide n'avait rien de massif, les missions gouvernementales, bancaires, se succédaient à Santiago pour étudier les mesures économiques, financières prises par la Junte pour remettre en marche l'économie. Mais leurs conclusions restaient le plus souvent fort discrètes.

Bien sûr, un consortium de banques privées américaines avait consenti un important prêt, bien sûr une série de sociétés multinationales parlaient d'investir, bien sûr le Brésil avait consenti un prêt à long terme de 50 millions de dollars. Mais face à la crise que traverse le Chili, ce n'étaient là que quelques gouttes d'eau dans une mer déchaînée...

Or, depuis quelques semaines, le décor a changé. L'odeur des cadavres de septembre s'est estompée. La Junte a prouvé qu'elle tenait le pays en mains. Elle a donné toutes preuves de bonne volonté vis à vis des investisseurs étrangers.

« Stabilité sociale », taux de profits élevés, armée de chômeurs... Ce sont là des préalables encourageants pour investir, non ? C'est ce que l'on commence à penser (et à réaliser) dans les différentes citadelles du capitalisme mondial. Et les réponses aux appels de la Junte commencent à affluer comme nous l'indique cette note reçue de Santiago et datée du 7.3.74 :

(...) Raul Saëz, ex-ministre des finances du gouvernement Frei et délégué de la Junte devant le Club de Paris, a dressé un tableau réjouissant du « succès que l'économie chilienne sera en mesure d'atteindre si elle obtient un allègement adéquat de la lourde charge que lui imposent les conditions actuelles du service de la dette externe ».

Le Club de Paris a déjà donné de bonnes garanties de sa large compréhension. « El Mercurio » du 28 février soulignait à ce propos : « Au terme des négociations du Club de Paris s'ouvrira une possibilité pleine de promesses de nouveaux financements de capitaux publics et privés pour les investissements qu'exigent les projets à l'étude, projets qui ne pourraient être réalisés par les seuls capitaux chiliens ».

De son côté, F. Leniz, ministre de l'économie, a obtenu en février une série de prêts à long terme du FMI, de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement, ce qui compte plus par l'antécédent que ces succès représentent que par les crédits eux-mêmes. La firme japonaise Marubani vient de signer un accord pour l'installation d'une fabrique de cellulose et autres dérivés du bois dans le Sud du Chili. La société japonaise Mitsubishi Hiaing Cement et la société Ataka Cy ont manifesté leur intention d'investir plus de 50 millions de dollars pour l'exploitation de gisements de fer à Santa Clara, « étant donné les conditions de sécurité que le gouvernement de la Junte offre aux investisseurs étrangers ».

Une société canadienne étudie les possibilités d'investir dans la mine Cutter Cove à laquelle s'intéresse également un consortium allemand. Peugeot vient de signer un accord avec la Corfo (organisme d'Etat chilien), s'engageant à investir plusieurs millions de dollars dans la société mixte Corfo-Peugeot, pour développer les industries automobiles et annexes.

Petrodow (filiale de Dow Chemical) et plusieurs sociétés de la pétrochimie discutent d'un plan de développement de la région de Bio-Bio.

La Roumanie vient d'offrir des crédits et Huerta (ministre des affaires étrangères) a déclaré le 23 février au Mexique que la Roumanie se proposait d'investir jusqu'à 100 millions de dollars dans les mines chiliennes !

La création d'une Banque chilienne de développement est prévue pour fin 74. 40 % de son capital seront apportés par la Banque Mondiale et des investisseurs européens. Cette banque permettra à des industriels moyens d'obtenir des crédits d'investissement qui leur sont généralement refusés par les canaux habituels.

Le premier mars, une délégation chilienne, emmenée par le président de la Chambre du Commerce de Valparaiso, Gonzalo Bofill de Caso, est partie pour trois semaines « visiter » l'Allemagne

fédérale, l'Italie, la Suisse, l'Espagne. Ses objectifs : nouer des contacts commerciaux et informer sur la réalité chilienne...

Et ce n'est pas là une liste exhaustive, nous précise notre correspondant !

La sainte alliance des exploités internationaux est, à l'évidence, en train de se mobiliser pour sortir les Pinochet du marasme. Sainte alliance qui se voit renforcée de façon non négligeable par la république dite « socialiste » du camarade Ceausescu. Gageons d'ailleurs que très vite d'autres « camarades » d'autres républiques dites « socialistes » feront de même. Les conditions offertes par les militaires chiliens sont si avantageuses...

« L'aide des pays socialistes de même que l'aide des mouvements révolutionnaires du monde entier sera fondamentale » nous disait Miguel Enriquez au lendemain du coup d'Etat (cf. Rouge No 225).

Six mois après, alors qu'un général en retraite vient d'être accrédité comme ambassadeur du Chili à Pékin, alors que la ligne d'appui à la Démocratie chrétienne du PC chilien est orchestrée à l'échelle internationale par l'appareil stalinien, alors que la Roumanie offre de tels crédits, alors que... nous pouvons poser à nouveau et avec plus de force que jamais, la question au camarade Enriquez : fondamentale, cette aide, mais pour qui ?

Nous avons défini la semaine dernière ce que devait être aujourd'hui notre solidarité, matérielle et politique, envers les victimes de la répression fasciste d'une part et avec les militants qui se réorganisent et qui luttent au Chili, d'autre part.

Ce n'était là qu'une dimension fondamentale de notre solidarité, pas la seule. Face à l'offensive de cette sainte alliance internationale, nous devons continuer, amplifier la dénonciation, sous toutes ses formes possibles, de l'aide aux bourreaux de Santiago. Nous devons nous mobiliser sans relâche pour que pas un sou, pas une arme n'aille aux militaires chiliens et à leurs associés.

Pour que de Peugeot à Mitsubishi, de Hoechst à ITT, de la Banque Mondiale au Club de Paris les perspectives alléchantes de super-profits — payés par le sang des travailleurs chiliens — soient dénoncées, entravées.

Ce faisant, le mouvement de solidarité avec le Chili à l'échelle mondiale développera concrètement les traditions et les pratiques de l'internationalisme prolétarien. Il aidera puissamment, comme il l'a déjà fait, la lutte des travailleurs et des militants révolutionnaires qui, de Santiago à Arica, de Valparaiso à Punta Arenas, réprimés, décimés, jettent aujourd'hui les bases de la lutte contre le fascisme et l'impérialisme.

Jean-Pierre BEAUVAIS



Leur double proposition par rapport à la politique frontiste est certes complémentaire et cohérente. Elle vise d'une part, au moyen du « Mouvement de Résistance Populaire Antigorille », à réaliser une unité militante à la base sur des revendications immédiates et de lutte contre la dictature.

D'autre part, le Front Politique de la Résistance, conçu comme un accord politique entre organisations — au niveau des directions — vise à réaliser l'unité d'action des différentes forces politiques disposées à combattre cette même dictature.

Propositions complémentaires dans la mesure où, dans l'esprit du MIR, c'est dans le cadre de l'unité militante réalisée à la base au sein du « Mouvement de Résistance Populaire Antigorille » qu'il devrait se déterminer les véritables rapports de force politiques entre révolutionnaires et réformistes, rapports de force politiques qui trouveraient leur sanction dans le caractère et l'orientation du Front Politique de la Résistance.

Propositions cohérentes, donc, de la part des camarades du MIR qui pensent que dans ce cadre, après l'écrasante défaite qu'a connue le réformisme au Chili, et vu la force de leur organisation, son prestige, son caractère, ses capacités d'action dans la conjoncture présente, elle sera capable — conjointement avec les secteurs les plus radicalisés des partis de l'Unité Populaire (notamment gauche du PS et MAPU) — d'imposer dans la pratique militante, dans la lutte, un rapport de force favorable aux révolutionnaires.

C'est cette démarche qui permet au camarade Enriquez d'affirmer à propos du « Mouvement de Résistance Populaire Antigorille » que c'est à partir de celui-ci « et des détachements armés des partis dont les actions seront orientées vers la défense des intérêts directs des masses, assumant des actions tactiques de propagande armée dans les campagnes et les villes (qu') il sera possible de construire l'armée révolutionnaire du peuple, seule force capable d'affronter le corps d'officiers et l'armée réactionnaire, de détruire la dictature et d'ouvrir le chemin à la révolution prolétarienne » (Miguel Enriquez — Aux travailleurs et révolutionnaires d'Allemagne, le 20-1-74, Rouge No 241).

La concrétisation d'un tel projet — cohérent, nous l'avons vu la semaine dernière, avec les positions fondamentales du MIR quant aux tâches des révolutionnaires et à la nature de la révolution à faire — implique une chose : l'hégémonie politique des révolutionnaires au sein de ce mouvement de résistance et donc du Front.

Et c'est bien là qu'il y a un problème. Dans le contexte chilien actuel, vu



GAMMA

« LE PEUPLE UNI, JAMAIS NE SERA VAINCU ! »

Le dérisoire et le tragique s'étaient donné rendez-vous lundi soir à la Mutualité. François Mitterand, premier secrétaire du Parti socialiste français, y recevait Carlos Altamirano — ce cher Altamirano, dira-t-il à plusieurs reprises — secrétaire général du Parti socialiste chilien. Salle comble et tribune remplie sur trois rangs d'anciens dignitaires de l'U.P. et de futurs dignitaires de l'Union de la Gauche.

Si dans la salle la solidarité avec le Chili était partout présente, à la tribune le Chili était maintenant un prétexte. Prétexte pour le P.S. français qui grâce à l'immense mouvement de solidarité avec le Chili faisait ainsi salle comble... et salle militante.

Prétexte surtout pour le premier secrétaire, la véritable tête d'affiche de la soirée, qui à propos du Chili a livré une nouvelle fois sa « part de vérité ».

Beau numéro de prestidigitateur à dire vrai. Rien n'y manquait : l'attaque virulente contre l'impérialisme, les monopoles, l'armée ; l'évocation émue d'une conversation avec Salvador Allende ; le coup de chapeau au MIR, pourquoi pas ? L'unité du peuple, garantie de victoire et de succès ; l'Union de la Gauche et l'Unité Populaire ; le Chili et la France.

Rien n'y manquait sauf une chose, une toute petite chose : le pourquoi de l'échec de la stratégie de l'U.P. Question délicate pour un Mitterand qui tout au long de son intervention semblait s'assimiler à Allende, Allende dont il se rappelait « le beau visage », « l'air déterminé derrière son fauteuil » et « la conscience aigüe des difficultés qui allaient surgir sur son chemin ».

La part de vérité s'arrête en deça de ce problème de fond.

Pour s'en tirer habilement, Mitterand a joué au modeste. Il a été au Chili, mais n'a fait « qu'effleurer la surface des problèmes », laissant à « ce cher Altamirano » le soin d'aller plus au fond des problèmes.

Hôte poli et discipliné, Altamirano n'a fait lui aussi qu'effleurer la surface des problèmes. Qu'on en juge par sa conclusion : « Nous avons vaincu dans l'unité. Nous avons lamentablement échoué dans l'unité. Mais c'est unis que nous vaincrons ». Dérisoire vue l'ampleur de la tragédie chilienne, et ce qu'elle représente pour le prolétariat mondial.

Tragique si l'on pense au futur et aux répercussions possibles de cette expérience.

C'est tout ce qui restera de ce meeting, durant lequel aucun orateur, pas même les « jeunes » des JS, n'a posé les problèmes de solidarité en termes militants, en termes de tâches et de perspectives militantes.

C'est pourtant ce qu'attendait la plupart des participants au meeting. C'est ce que nous attendions tous de ce meeting du PS en solidarité avec le Chili.

Oui, dérisoire et tragique, cette part de vérité.

J.P.B.

QUELLE UNITE? deuxième partie

l'existence — analysée précédemment (cf. Rouge 245. Quelle Unité, 1ère partie) — d'une base objective pour la renaissance et le développement du réformisme, la seule pratique militante, la seule capacité d'action des révolutionnaires ne leur assurera pas cette hégémonie politique. C'est une condition indispensable, nécessaire, mais en aucun cas suffisante.

La bataille politique, qui n'exclut pas une tactique frontiste, c'est évident, contre la stratégie réformiste est tout aussi nécessaire et indispensable.

En ce sens, l'attitude présente du MIR, exprimée de façon ambiguë par Miguel Enriquez, dans une phrase d'ailleurs contradictoire, est dangereuse et erronée :

« Et s'il n'est pas de notre intérêt d'axer toute notre politique sur la polémique avec les organisations de la gauche, l'expérience chilienne doit être une leçon pour les peuples du monde ».

Axer toute la politique du MIR sur la polémique avec les organisations de la gauche serait incorrect, bien sûr. Mais la polémique, la bataille politique doivent être un des axes politiques du MIR ; plus, elles sont indissociables, vu les clivages stratégiques au sein de la gauche, de toute la pratique révolutionnaire du MIR.

Et c'est là qu'intervient la nécessité dès le départ d'une claire définition programmatique et organisationnelle du Front, Front dont le caractère de classe doit être affirmé. Non pas pour le plaisir de réaffirmer un acquis fondamental du mouvement ouvrier international. Mais parce que c'est dans ce cadre et seulement à partir de cette définition claire — de classe — que les révolutionnaires et les militants du MIR en particulier pourront faire jouer au maximum les rapports de force nés de la pratique et de la confrontation politique. C'est dans ce cadre aussi qu'ils pourront le mieux faire le bilan et tirer les leçons de la catastrophe à laquelle a conduit la politique réformiste.

Si au contraire la politique de Front unique menée par les révolutionnaires

reste floue et confuse, si elle est dépouillée de fait de son contenu politique révolutionnaire, si le Front unique, de méthode tactique, devient un principe supérieur, alors d'avance les dés seront pipés.

Les réformistes staliniens ou sociaux-démocrates seront sur leur propre terrain, ils pourront jouer des ambiguïtés pour imposer de fait et dans la pratique leur stratégie d'alliance de classes, ils s'assureront de façon irréversible grâce à leur alliance de fait avec les secteurs bourgeois libéraux l'hégémonie politique au sein du Front. Prophéties abstraites, dites-vous, camarades du MIR...

Malheureusement pas. Le premier indice, encore que marginal, parce qu'il vient de l'extérieur, d'une telle évolution, on le trouve très concrètement dans la seconde déclaration du Comité Unitaire de Rome. Les glissements politiques dans ce texte ne sont malheureusement pas abstraits. La logique politique du texte, sa démarche explicite et implicite est beaucoup plus proche de celle exprimée par le PC chilien dans son manifeste politique (Humanité du 8 janvier 74) que de celle exprimée par le MIR dans toutes ses déclarations depuis le coup d'Etat. Nous n'y voyons qu'un indice pour l'instant, mais il faut convenir qu'il est réel et bien alarmant.

Les dangers d'une telle démarche sont d'autant plus réels que, dans le contexte chilien actuel, après une telle défaite et ce qu'elle signifie pour le prolétariat mondial, l'ambiguïté n'est pas, à terme, tenable.

Très vite, les choix se poseront avec brutalité : capitulation politique ou rupture. Rupture qui se ferait dans les pires conditions pour les révolutionnaires : sans bataille politique préalable, sans clarification politique donc et en laissant au réformisme l'auréole unitaire. Car, dans une telle situation, ce sont eux qui apparaîtront comme les défenseurs conséquents de l'unité dans la lutte contre la dictature alors que leur ligne politique, leur orientation, vous en faites l'expérience

chaque jour, camarades du MIR, en font le principal obstacle à la réalisation de l'unité des travailleurs chiliens.

Cette question est aujourd'hui fondamentale pour les militants révolutionnaires chiliens, pour la résistance chilienne. En ouvrant le débat, nous n'avons pas la prétention de résoudre les problèmes — notamment tactiques — extrêmement complexes auxquels les militants révolutionnaires chiliens sont confrontés.

Nous reconnaissons cette complexité, accrue par la répression féroce et les conditions de travail qu'elle impose. Nous sommes convaincus que cette complexité ne disparaîtra pas comme d'un coup de baguette magique, en réaffirmant quelques principes fondamentaux, comme maints sectaires ne cessent de le faire. Mais ce dont nous sommes convaincus, c'est des périls qu'impliquent les ambiguïtés actuelles.

Par rapport à cela, notre démarche est double. Nous continuerons à mener ce genre de débats, parce que cela fait partie de nos devoirs internationalistes les plus élémentaires et, comme l'a dit Miguel Enriquez « l'expérience chilienne doit être une leçon pour les peuples du monde ». Mais par ailleurs, en tant que militants du mouvement de solidarité avec les luttes révolutionnaires des travailleurs chiliens, nous ferons tout pour que cette solidarité aille à ceux qui, par delà les ambiguïtés actuelles, sont par leurs positions fondamentales, par leur histoire ou par leur présence sur le terrain, les mieux placés aujourd'hui pour mener la lutte contre les stratégies réformistes. C'est la position que nous avons développée de façon détaillée la semaine dernière dans l'article « Quelle solidarité » (Rouge 245).

Parce qu'au-delà des ambiguïtés actuelles avec lesquelles nous divergeons, il y a aujourd'hui de fait au Chili, pour citer encore une fois le camarade Enriquez « deux stratégies radicalement opposées qui s'affrontent ».

Jean-Pierre BEAUVAIS

FRANCO prépare de nouveaux crimes

Après l'assassinat barbare de Salvador Puig Antich, la dictature franquiste prépare de nouveaux crimes. José Luis Pons Llobet et Oriol Solé Sugranyes, deux autres militants du MIL doivent passer prochainement en procès, accusés d'avoir participé à des attaques de banques. On ne connaît pas encore les peines requises contre eux par le tribunal militaire de Barcelone. On sait seulement qu'ils risquent à leur tour d'être condamnés à mort.

En Espagne même, malgré la férocité de la répression, les manifestations se développent. Les arrestations de quelques 200 militants ouvriers au cours des derniers mois dont plusieurs de nos camarades n'ont pas fait reculer l'avant-garde révolutionnaire même si elles ont affaibli sa capacité de riposte. Alors que ces nombreuses luttes ouvrières dures se succèdent dans les principaux centres industriels, les tensions au sein du régime, notamment le conflit avec la hiérarchie catholique, se révèlent au grand jour.

Plus que jamais, à l'heure où nos camarades espagnols se retrouvent aux avant-postes de la lutte, nous devons apporter notre soutien internationaliste au combat pour le renversement de la dictature franquiste.

Nous devons arracher Pons Llobet et Solé Sugranyes aux griffes de leurs bourreaux fascistes. A l'image de la manifestation du samedi 9 mars à Paris, regroupant plusieurs milliers de militants, la mobilisation continue contre la dictature franquiste criminelle et la collaboration Franco-Pompidou.

POUVRIONS-NOUS SAUVER PUIG ANTICH ?

(Extraits de la déclaration du Bureau politique unifiée de la LCR-ETA (VI), organisation sympathisante de la Quatrième Internationale).

« Sauver la vie d'un révolutionnaire exige de briser la logique de la bourgeoisie, de casser ses projets, criminels par essence. Notre expérience nous a démontré qu'il n'y a qu'une seule voie vers cet objectif : l'action de masse,

la défense par l'ensemble du mouvement de la vie du camarade menacé. Si Burgos a démontré cette vérité en positif, l'assassinat de Salvador Puig vient de la démontrer en négatif. En cette occasion n'ont pas manqué les appels officiels et officieux à la clémence, les télégrammes adressés au dictateur et à ses plus proches laquais... Ce qui a manqué, c'est la lutte dans la rue de milliers et de dizaines de milliers d'ouvriers, d'étudiants, de travailleurs, s'appuyant sur la solidarité internationale et l'impulsant en retour, pour sauver Salvador Puig.

C'est vrai qu'il y a eu de magnifiques actions de solidarité internationaliste dans plusieurs villes d'Europe. Il y a eu aussi des mobilisations dans certaines villes d'Espagne, mais ce n'est rien par rapport à ce que l'on devait et que l'on pouvait faire. Parce qu'après la dure défaite qu'ont signifiée les lourdes condamnations du procès 1001 et malgré le silence et les hésitations, quand il ne s'agit pas de l'opportunisme le plus éhonté, par lequel l'écrasante majorité des organisations d'avant-garde ont répondu à l'exécution de Carrero Blanco, il est clair que la combativité du mouvement de masse est restée intacte.

Après le 20 décembre, tout le territoire de l'Etat espagnol a été secoué par des luttes ouvrières, étudiantes, paysannes, extrêmement radicales : par un large recours aux méthodes d'action directe s'est dessinée chaque fois la possibilité de luttes d'ensemble, non seulement de grèves générales locales, mais de grèves capables de se développer à l'échelle de l'Etat et de provoquer un nouveau Burgos. Mais ces possibilités ont été ruinées systématiquement par la faiblesse, les hésitations ou le sectarisme des organisations révolutionnaires.

Chacune des luttes qui après le 20 décembre ont secoué le territoire espagnol démontre à l'évidence qu'il ne manquait pas l'élément indispensable à toute victoire révolutionnaire : la volonté de lutte du prolétariat. Mais dans chacune se sont manifestées cette faiblesse, ces hésitations, ce sectarisme dans les rangs de l'avant-garde qui ont empêché de conduire à la victoire les ouvriers de Standard, des Astilleros, de Hunosa et de Indecasa, ni à fortiori de catalyser et de diriger le mouvement de masse qui aurait sauvé Salvador Puig. Cette vie nous a été arrachée des mains parce que nous n'avons jamais été capables de nous y cramponner avec la force suffisante. Ou'on n'oublie jamais la tragique et amère leçon que nous a donnée la lutte de classe ce deux mars 1974. »...

« La contre-offensive révolutionnaire doit être engagée immédiatement.

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut créer un front unique contre la répression de toutes les organisations du mouvement ouvrier et populaire.

...Et aujourd'hui plus que jamais, nous devons démontrer à la dictature que notre combat ne recule pas devant ses crimes, mais qu'il se renforce et s'élargit.

Nous devons démontrer par notre lutte que Salvador Puig n'est pas mort en vain, que son exemple a fait surgir des milliers de nouveaux combattants révolutionnaires qui crieront son nom comme un mot d'ordre jusqu'à en assourdir ses bourreaux. Nous devons montrer que nous avons appris la leçon et que nous n'accepterons plus aucun crime de même qu'aucun crime ne sera oublié.

En avant sur la voie que nous montrent déjà les luttes de milliers d'ouvriers et d'étudiants à Barcelone, en Euskadi, à Saragosse et à Valence et les actions de solidarité en Europe face à l'assassinat barbare de Salvador Puig.

**FRONT UNIQUE CONTRE LE TERRORISME FRANQUISTE !
A BAS LA DICTATURE CRIMINELLE !**

le 4-3-74

BAYONNE : SOUTIEN A LA LUTTE DES REFUGIES POLITIQUES

Onze des cinquante réfugiés politiques basques qui avaient commencé une grève de la faim à Bayonne il y a presque un mois, ont été hospitalisés récemment dans un état dramatique.

Malgré leur extrême faiblesse et les interventions pressantes des médecins, ils refusent toute forme de nourriture et toute assistance des médecins.

Qu'ils soient proches du coma ne semble guère émouvoir le gouvernement qui maintient les expulsions et les assignations à résidence décrétées arbitrairement fin décembre.

Les réfugiés politiques réclament en vain depuis plus de deux mois la moindre preuve pouvant étayer la thèse du ministère de l'Intérieur.

Soutien à la lutte des réfugiés politiques basques !

Abrogation de toutes les expulsions et assignations à résidence !

Halte à la collaboration policière franco-espagnole !

TROIS DESERTEURS PORTUGAIS LIVRES PAR MARCELLIN A CAETANO !

D'après une information du « Comité contre la répression du peuple portugais », trois jeunes déserteurs portugais ont été livrés par la police française à Franco qui va s'empresse de les envoyer dans les geôles de son ami Caetano.

Arrêtés à Bordeaux le 25 février, ils ont été reconduits discrètement à la frontière espagnole par les bons soins de Marcellin qui, sans doute, ne savait pas comment occuper ses nombreux sbires envoyés au Pays Basque pour mener la répression contre les réfugiés politiques.

Les trois jeunes déserteurs risquent de lourdes peines de prison avant d'être finalement envoyés au front, mener 4 ans de guerre coloniale en Angola, en Guinée ou au Mozambique.

Halte aux extraditions, aux expulsions, aux assignations à résidence !

A bas la collaboration Pompidou-Franco-Caetano !



le

Il n'y a plus d'« affaire Delas ». Le capitaine indocile a présenté sa démission à Galley qui s'est fait un plaisir de l'accepter. Rassurons-nous quant à l'avenir immédiat de ce nouveau chômeur : il bénéficiera malgré tout du « pécule de départ » des officiers mis à la retraite et qui égale 42 mois de leur salaire de base...

A vrai dire, l'affaire Delas n'est pas un banal fait divers aux armées. Delas est assurément un « provocateur », un kamikaze, ce n'est pas un fou. A sa manière, il a dit ce qu'une partie importante de l'encadrement moyen pense tout bas. Et son propos ne fait que condenser et réfracter certaines des contradictions les plus explosives à l'œuvre dans cette armée.

UNE PLAQUE SENSIBLE

Delas appartient à une catégorie de cadres qui apparaît comme une plaque sensible de la crise de l'institution militaire : une génération d'officiers issue des grandes écoles, pas totalement analphabète, pas nécessairement totalement stupide et qui est trop jeune pour avoir été entièrement formée dans le moule des guerres coloniales. Une génération qui, de par sa formation et son histoire propre, se heurte à l'encadrement fascisant, raciste, ignare, partisan de la manière forte avec les appelés, aigri, passé lui à l'école des guerres coloniales ; une génération pleine de mépris pour ce vieil encadrement des défaites, tout en nourrissant force complexes vis à vis de ces baroudeurs qui, eux, ont vu le feu et cassé du fell et du viet. Une catégorie de militaires qui, ayant quelque compétence et intérêt pour les choses militaires, ressent avec dégoût et exaspération l'incohérence des orientations stratégiques de la Défense Nationale française, que ce soit au plan de la guerre thermonucléaire ou simplement à celui de la « défense des frontières » dans le cadre d'une guerre conventionnelle. Une catégorie de cadres que son âge, sa mentalité oscillante, ses doutes nourris d'une ouverture relative sur les problèmes de la jeunesse civile, Mai 68, la mobilisation contre la loi Debré, rendent très sensible à l'absurdité du système actuel de la conscription, hostile à l'archaïsme du règlement militaire qui contraint l'encadrement à mener la troupe à la badine, hostile à un service militaire où les appelés perdent leur temps une année durant et n'apprennent pas à combattre, hostile à un système où l'existence d'un corps pléthorique de sous-officiers, monopolisant le contact réel, direct avec la troupe, empêche les jeunes capitaines frais émoulus de St Cyr d'exercer leur « aptitude » au commandement et les cantonne dans des tâches ingrates de paperasserie ou de répression...



Strasbourg : AU CONSULAT !

Près de 250 personnes ont manifesté à Strasbourg contre l'assassinat de Puig Antich à l'appel de Rouge, l'ORA, et Front Rouge. Le PSU a refusé au dernier moment de participer à la manifestation sous prétexte que son objectif était le consulat. Quant aux autres organisations, elles ont purement et simplement affirmé qu'elles n'avaient pas le temps. A noter que jusqu'à présent, seul Rouge a mené une action pour sauver Puig Antich en occupant notamment la résidence du consul d'Espagne et en organisant un meeting.



Photo Gamma

spleen des officiers

Le 1er décembre, « Le Monde » publie une correspondance signée du capitaine Delas. Intitulée « Un pavé contre cette galleyre ! », celle-ci se distingue par une violence considérable dans le contenu comme dans l'expression. « Il faudra donc que les jeunes redescendent dans la rue, à moins que d'ici là quelques capitaines en colère n'aillent barrer les routes avec leur compagnie » y lit-on notamment...

Une génération enfin de cadres moyens qui ne gravit que très lentement les échelons encombrés de la hiérarchie et observe avec écœurement le règne universel du piston alors que la compétence passe le plus fréquemment pour un handicap. Une catégorie de militaires de carrière qui, sur le plan « social et économique se sent quasiment prolétarisée », défavorisée injustement par rapport aux cadres supérieurs qui se font le pactole en pantoufflant dans les états-majors, rabattue quasiment au rang des petites crevures souverainement méprisées qui ne sont pas allées aux écoles, qui viennent des bas-fonds de la paysannerie et du prolétariat, etc...

Ce sont ces gens-là qui, il y a quelques temps, on accueilli très fraîchement l'ex-secrétaire d'Etat aux Armées, Achille Fould, à la base de l'île Longue et ont exposé leurs « revendications » d'une manière bien peu protocolaire...

MAL DE VIVRE

C'est ce « mal de vivre », cette crise de vocation d'une catégorie de l'encadrement qu'exprime Delas avec emphase et confusion.

Pourquoi une telle violence aussi ? Pas seulement parce que Delas a le tempérament impétueux. Mais surtout parce que l'armée n'est pas immunisée contre l'exacerbation des luttes de classes hors des casernes. Il est tout de même remarquable de voir un capitaine de carrière faire spontanément allusion aux méthodes de lutte sociales les plus violentes pour manifester le mécontentement de la catégorie dont il est le porte-parole : lancer des pavés, barrer les routes (avec ses hommes !)... Et pourtant, Delas n'est pas un « gauchiste », loin de là. Mais il est significatif de le voir transposer dans la sphère militaire un extrémisme verbal et une insolence singés du « gauchisme ». Signe des temps, manifestation de contradictions explosives au cœur de la « grande muette » où tout est traditionnellement feutré, hiérarchisé...

Il faut comprendre que les officiers dont Delas s'est fait le héraut sont passablement désorientés par deux évolutions à la fois complémentaires et contradictoires : celle du contingent qui, de moins en moins, accepte de se dépouiller de son identité prolétaire ou paysanne lorsqu'il revêt la défroque

militaire et manifeste parfois avec éclat sa solidarité aux luttes sociales. Celle des états-majors qui, de plus en plus ouvertement, manifestent avec la grossièreté de pensée et de langage qui leur est propre leur aptitude et leur détermination à jouer le rôle de nouveaux Gallifets, de héros des semaines sanglantes à venir.

Dans ce contexte, les officiers subalternes, déjà floués pendant la guerre d'Algérie, traités comme de la piétaille politique par les états-majors (il est quand même amusant de voir Delas sanctionné au nom de « l'obligation de réserve » alors que ses supérieurs passent leur temps à tenir des propos ouvertement politiques sous le regard bienveillant du gouvernement), supportent de plus en plus mal de se voir confinés dans la grisaille étriquée de la vie de caserne.

IMAGES D'EPINAL ?

Il faut donc se garder des images d'Épinal : s'il est vrai que parmi le haut encadrement l'esprit de Versailles règne en maître, les choses sont beaucoup moins nettes parmi les cadres petits et moyens.

Certes, la classe dominante recrute 80 % de ses officiers dans ses propres rangs et St Cyr n'est pas exactement la faculté de Vincennes. Certes, les guerres coloniales perdues ont puissamment contribué à pousser à droite la masse des officiers de l'armée de Dien Bien Phu. Et il est vrai que le corps des officiers présente une image inversée du corps électoral français, que la droite (souvent pas très gaulliste) y prédomine et que le programme commun y plafonne autour des 10 %. Mais il faut aller plus avant dans cette analyse. Tirer un trait d'égalité entre officiers, crevures en général et fascisme relève d'une simplification qui n'est pas opératoire sur le plan politique. La « crise » du corps des officiers est un élément objectif. Voyons comment elle se traduit en termes politiques.

Une partie substantielle des cadres de l'armée a d'ores et déjà choisi le camp de la contre-révolution. Les officiers fascistes qui se réclament ouvertement d'Ordre Nouveau, font chanter des ressucées de chants nazis aux recrues, s'extasient dans les narrations nostalgiques des faits d'armes coloniaux et promettent 12 balles dans la peau aux chevelus de l'extérieur, le contingent en rencontre

tous les jours. Ils ne se cachent pas, l'extrémisme de droite est très bien porté dans l'encadrement. Pour ces gens, les choses sont claires : des affrontements sociaux de grande ampleur se dessinent, nos gouvernants sont des chiffres molles incapables d'y faire face et, le matin du grand soir, il faudra bien que l'armée prenne ses responsabilités : c'est l'esprit d'Alger revu et corrigé à la mode chilienne.

Une fraction très minoritaire (beaucoup moins importante que la précédente, n'en déplaise au CERES), penche vers le programme commun. Ce sont tout sauf des « officiers rouges ». Tout juste des « techniciens » militaires anti-gaullistes qui considèrent l'armée de classe et leurs privilèges comme éternels mais pensent qu'il est indispensable d'appliquer une couche de peinture fraîche sur la façade décrépite. Pour le reste, des officiers tout à fait dans le ton, toujours prêts à dénoncer dans « Frontière », organe du CERES, la mobilisation contre la loi Debré comme une machination orchestrée par les groupes gauchistes... C'est avec ces rêveurs pas même déclassés de l'idéologie ambiante que le PC et le PS comptent bien mettre « mat » nos apprentis Pinochet. Coup sur coup, le PS vient de donner le jour à une association d'officiers et une de sous-officiers très « républicains » comme il se doit. C'est à ces messieurs qu'est dévolu l'honneur de mettre en déroute le jour venu les factieux d'ici. Le contingent, lui, semble abandonné aux gauchistes... Bon vent, messieurs les réformistes ! On a les interlocuteurs qu'on mérite...

Enfin, la masse des officiers subalternes en proie à leur rage, à leurs contradictions. Nul doute qu'à l'heure décisive la majorité d'entre eux basculera dans le camp versaillais : tout, leur origine sociale, leur milieu, leur mentalité, leurs intérêts immédiats les y poussent. Une minorité seule, s'élevant au-dessus de son étroitesse de caste, franchira le pas.

BOY-SCOUTISME MILITAIRE

A l'heure actuelle, la masse des officiers n'est pas fasciste. Elle se débat dans des contradictions insolubles que Delas exprime à merveille dans une sorte de boy-scoutisme militaire totalement anachronique. Delas rêve d'une armée dont les contradictions se résoudraient dans une « fraternité d'armes » retrouvée, d'une armée revenue à sa vocation initiale, celle de veille aux frontières, une armée du peuple, enfin réconciliée avec le peuple où les enfants du peuple viendraient avec enthousiasme apprendre à manier le flingue... comme en Israël ! Bref, fantasme débile et vieillot d'une armée qui n'a jamais existé que dans les rêveries de quelques cyrards idéalistes

abreuvés d'Alfred de Vigny, fantasme naïf d'un retardataire qui reste (avec une partie de sa caste) l'un des derniers à adhérer aux balivernes de l'idéologie nationale et omet une bricole dans son raisonnement exalté : la crise actuelle de l'armée trouve avant tout son assise dans l'exacerbation des luttes de classes.

A vrai dire, la rage de Delas et ses semblables tire pas mal à droite. Il ne suffit pas de proclamer l'incurie de la hiérarchie et l'absurdité du régime en vigueur aux Armées pour faire œuvre de subversion. Souvent, Delas fait mouche dans sa dénonciation et peut gagner l'assentiment des bourgeois intelligents qui comprennent que ce régime médiéval entrave y compris l'adaptation de l'armée à ses nouvelles fonctions de maintien de l'ordre établi.

Mais au fond de la rêverie de Delas, de ses élans de patriotisme désuet et de sa nostalgie de l'unanimité nationale, il n'y a qu'une espérance vaine de voir la roue de l'histoire tourner à l'envers et l'armée de guerre de classe de la bourgeoisie se métamorphoser en armée du peuple des épopées napoléoniennes. Rêve débile dont la désillusion risque bien de pousser ses promoteurs comme en 62 sur le chemin de la première ouverture « nationale » venue... Les allusions nostalgiques au baroud d'honneur algérien ne manquent pas d'ailleurs dans les propos de Delas.

CHOISIR SON CAMP

La crise de confiance de la caste des officiers ne les pousse donc nullement « à gauche », dans leur masse. Mais, dans les conditions présentes d'exacerbation de la lutte des classes, des clivages apparaîtront nécessairement par-delà la confusion des discours actuels. Une frange minoritaire des officiers peut rallier la révolution et les révolutionnaires ne doivent pas mépriser ces cadres militaires « rouges » potentiels. Pour favoriser cette évolution, il ne s'agit pas de bercer la caste des officiers de discours flatteurs et de promesses démagogiques, à la manière des réformistes, comme si ces messieurs ne jouaient pas aujourd'hui de mille manières le rôle de fourriers de la contre-révolution. Il s'agit au contraire d'accélérer le développement des contradictions, de contribuer à briser la cohérence de cette caste en dénonçant son rôle d'embrigadeuse de la jeunesse et d'encadreuse de l'armée de guerre civile, de mettre les éléments les plus conscients de cette caste en demeure de choisir leur camp avant qu'il ne soit trop tard : « Aujourd'hui, vous êtes les agents directs du matraquage de la jeunesse dans les casernes, de la reconversion de cette armée en armée de guerre civile. Demain, vous devrez encadrer l'intervention directe de l'armée contre le prolétariat et ses alliés. Vos rêves vieillots d'assainissement de cette armée de guerre de classe sont sans espoir. Passez dans l'autre camp avant qu'il ne soit trop tard ou la révolution vous passera sur le corps ».

Cette propagande n'est évidemment pas l'essentiel de l'action des anti-militaristes révolutionnaires. L'existence d'un contingent soudé au prolétariat pèsera évidemment plus lourd que tout au moment des épreuves décisives. Mais elle n'est pas inutile. C'est à juste titre que, lors de la dernière incorporation, le CDA adressa aux officiers une « lettre ouverte » dont nous extrayons le passage suivant :

« Si nous nous adressons à vous, ce n'est pas pour faire appel aux « sentiments républicains » de l'armée en général, en respectant son statut d'élite au-dessus de la nation ou de monde à part. Nous savons très bien que cela ne ferait que renforcer l'esprit de caste des plus réactionnaires des officiers et leur sentiment de mépris pour ceux qui montrent leur crainte. Notre but est au contraire de secouer les bonnes consciences de ceux qui se prennent trop facilement pour les défenseurs de l'ordre et les remparts de la civilisation. Nous ne les laisserons pas agir en toute quiétude, protégés des vagues du monde extérieur par l'isolement des casernes ou des camps militaires. Ils sauront de plus en plus qu'ils affrontent non pas des « hippies » ou des « gauchistes » abstraitement désignés comme les représentants du Mal ou de l'anti-France, mais des jeunes et des travailleurs qui s'organisent pour changer la vie et mettre fin à l'exploitation ou l'oppression ».



l'appel des égouts

« Nous ne céderons pas, nous défendrons notre liberté, votre liberté. Nous lançons une campagne sur la liberté d'expression : nous avons besoin de soutien effectif, de lettres de sympathie, d'aide militante. Nous avons besoin de vous autant que vous avez besoin de nous.

Aidez-nous à nous défendre »

Pascal Gauchon
« Rivarol » 31-1-74

ancien membre du secrétariat permanent d'« Ordre Nouveau »

Rédacteur en chef de « défense de l'occident », membre des « comités de diffusion « Faire Front ».

► « Quels que soient nos discours, quels que soient nos actes, nous avons le droit de vivre, le droit d'exister ? » Conférence de presse « Faire Front », 12 février 1974.

► « Nous réussissons à briser le mur du silence... »

► « Nous sommes décidés à nous faire entendre... »

Extrait d'un tract « Faire Front », 14ème et 15ème

► « Nous en avons assez d'être les damnés de la terre »

plaidoirie de M^e Delcroix défenseur d'ON au procès du 11-12-février-74.

► « Ne nous laissons pas réduire au silence ! »

Titre du journal « Faire Front » N° 4, janvier 74.

► « Mon organisation a décidé de lancer une campagne pour la liberté d'expression »

Alain Robert.
Ex-dirigeant lycéen FEN, Occident, Ordre Nouveau, Front National, Comités « Faire Front ».

POURQUOI CETTE CAMPAGNE

La rentrée politique de l'extrême-droite s'est très mal passée pour les militants de l'ex-Ordre Nouveau, car à l'occasion de leur interdiction, tous les thèmes qu'a utilisés cette organisation sont dénoncés ; une violente campagne a été menée pour démontrer le rôle que faisait

jouer le pouvoir à ce groupuscule de nervis. Et grâce à ça « l'image de marque » de ce mouvement est compromise pour longtemps : « Fascistes nostalgiques », xénophobes, manipulés ; cette organisation apparaîtra pour ce qu'elle était, un ramassis d'apprentis nazis. Les répercussions se feront sentir immédiatement dans leurs rangs, ou, toute une partie de l'orga-

nisation qu'ils avaient eux-mêmes créée, le Front National, va se détacher de cette fraction désormais trop gênante d'Ordre Nouveau, en les dénonçant comme « groupe manipulé par le pouvoir ». Farce et comédie d'ailleurs car l'auteur de cette accusation et le responsable de cette scission, Jean-Marie Le Pen, président du FN ne doit le maintien de son mouvement que grâce à l'élimination des « éléments activistes » qui compromettraient aux yeux du pouvoir l'existence légale de son organisation qui devra désormais s'en tenir aux tripatouillages électoraux avec le CNI.

— Scission entre Ordre Nouveau et le Front National

— Départ d'une partie des militants du GUD (pseudopode étudiant d'ON, fer de lance du SO), qui vont créer leur groupe de combat après une alliance bâtarde avec le MSF et lancent le GAJ (Groupe action jeunesse) à l'initiative de Patrice Jeanneau, ex dirigeant du GUD, dirigeant du SO d'Ordre Nouveau, « se dégageront ainsi de l'emprise de petits chefs imbus d'eux-mêmes, pleutres, etc. » (dixit Jeanneau) et ils mettent du même coup en place l'outil de leur paranoïa anti-subversive.

C'est donc une crise grave que va devoir résoudre la direction des comités « Faire Front ».

Septembre, octobre, novembre, scission, insultes, calomnies, problèmes internes, inactivité.

Décembre, au séminaire national du 1er et 2 décembre, la direction va jouer la dernière carte qui lui restait avant la faillite et la disparition. Et elle prend la forme d'un bluff énorme.

Premièrement, suite au bilan que dresse le « camarade » de Marseille (mise en place d'un comité de défense des Marseillais : CDM), on va créer à leur instar des groupes de défense, des groupes de soutien un peu partout en France.

Deuxièmement, il faut redonner à notre courant jusqu'à l'impression qu'il existe, tout doit être fait pour qu'on parle de nous.

La conclusion : c'est l'annonce de la tenue d'une vingtaine de meetings sur les thèmes de l'immigration sauvage et pour le Chili. Ceci devant aboutir à un grand rassemblement parisien le 19 décembre, avec présence d'un orateur de la junte chilienne et des orateurs de Marseille qui devaient expliquer la réussite de la campagne raciste d'Ordre Nouveau dans le sud...etc.

Bluff et mensonge, provocation à but publicitaire car ce n'est pas en déplaçant une « claque » parisienne que cette organisation aurait pu tenir toutes ces réu-



nions. Les leçons du 21 juin ayant porté leurs fruits, partout en France, les militants anti-fascistes ont riposté, dénoncé la manœuvre, empêché ces représentants de Pinochet, Thieu, Franco, Banzer de venir expliquer leur réquisitoire anti-démocratique, et vanter les mérites des bourreaux du prolétariat international.

ET MAINTENANT ?

Et maintenant, face à la réaction vigoureuse et à la mobilisation victorieuse, les dirigeants de « Faire Front » organisent la riposte.

1) Dresser un bilan « martyrologique » (liste d'interdictions, bagarres...)

2) Faire du cas Soljenitsyne le pivot d'une campagne pour la liberté d'expression.

3) Culpabiliser la droite et l'extrême-droite du pouvoir.

a) ainsi de nombreux articles sont publiés

b) des communiqués de presse réguliers

c) un important matériel va sortir (tracts, affiches...)

d) des bombages vont avoir lieu sur Paris

e) un « comité liberté » va être mis en place :

— pour la « liberté d'expression », avec comme thèmes :

* sur Soljenitsyne : « l'URSS jette le masque »

* France : « Nous ne pouvons plus parler »

* Chili : « Ils montrent l'exemple contre l'Union de la Gauche »

f) une lettre a été envoyée à tous les députés, après l'initiative de l'un d'eux auprès de Pinay, pour protester contre les interdictions de « Faire Front » (ce député veut rester anonyme, il n'a pas tort !).

Cette orchestration doit leur permettre en apparaissant comme les victimes, de continuer à tenir des meetings comme à Sceaux, St Germain, Versailles, Paris 10ème, 5ème ; à vomir leurs ignominies réactionnaires dans leur cercle d'études appelé « Cercle défense de l'occident » ; à disserter sur le fascisme historique dans leur école de formation.

A attaquer en toute impunité les vendeurs des organisations de gauche comme à Alésia, des militants comme à Nantes.

A attaquer des lycéens, Pocquelin (St Germain). A envahir « l'Unité », la Ligue des droits de l'homme, et dernièrement les amitiés Franco-soviétiques.

Ce n'est plus la peine de terminer nos articles avec les sempiternelles mises en garde, l'ex-ON sait qui sont les vendeurs de « Rouge » et à quoi sont prêts les milliers d'anti-fascistes pour empêcher les émules de Pinochet d'exprimer leur haine anti-ouvrière.

FORMER LES CADRES DE LA CONTRE-REVOLUTION

La propagande sur les pays de l'Est s'inscrit dans la tradition des groupes fascistes et plus particulièrement de l'aile solidariste.

Déjà le MJR (Mouvement jeune révolutionnaire) composé d'anciens militants de l'OAS-Métro jeune, dont est issu le MSF (Mouvement solidariste français) et aujourd'hui l'Action populaire (le GAJ est la branche jeune de l'Action populaire) avait lancé en 1969 un Front pour la libération des pays de l'Est. Cette campagne avait été reprise en 1972, sous couvert du Secours européen, constitué par les groupuscules solidaristes européens, dont la seule campagne fut « Sauvons Rolf Steiner », un mercenaire katangais.

La répression exercée par la bureaucratie soviétique contre l'opposition est une cible de choix pour les fervents de l'anti-communisme. La défense des opposants soviétiques sert de paravent démocratique à leur propagande. Ils coopèrent dans les activités avec les organisations d'émigrés réactionnaires notamment le NTS (Union populaire du travail) dont le siège est à Frankfort et qui possède une radio « Russie libre » (financée par la CIA).

RETABLIR L'EQUILIBRE

Si cette campagne s'inscrit dans la propagande générale de la bourgeoisie autour de l'affaire Soljenitsyne, elle répond également pour les solidaristes à d'autres impératifs.

En effet : « Les solidaristes combattent aussi bien le capitalisme, que le marxisme, tous deux produits d'un siècle dépassé ». « Le solidarisme refuse la classification traditionnelle, ni à droite, ni à gauche ». Ils luttent « contre le système, pour l'avènement d'une société plus juste ».

Ces principes sont affirmés par les « théoriciens » solidaristes dans les textes. Seulement voilà ! Cela n'est pas aussi évident au travers de l'activité du GAJ. L'axe central de son intervention reste la lutte contre le gauchisme. Il faut donc de temps en temps tordre le bâton dans l'autre sens : dénoncer Pompidou, se heurter à ses flics. C'est indispensable pour donner à certains l'illusion que la lutte contre le régime est prioritaire (conformément aux principes politiques) et rétablir l'équilibre constamment rompu en faveur de la lutte contre les « rouges ».

Ainsi, grâce à la mascarade du 16 février, ont été réalisés d'une pierre deux coups. D'une part, ils ont montré que les solidaristes n'avaient pas peur du gouvernement et étaient prêts à le combattre. D'autre part, au niveau interne, ils ont rassuré les solidaristes orthodoxes, quelque peu effrayés par l'activisme du GAJ, l'absence de formation fasciste (sic) et contre-révolutionnaire des jeunes militants, qui risquaient (et risquent encore) de transformer le mouvement solidariste en « vulgaire groupuscule d'extrême-droite ».

GROS SOUS ET CULTURE

La bataille pour ou contre le prix imposé des livres fait rage. Le problème posé était simple : la FNAC ayant annoncé l'ouverture de surfaces de librairies vendant les livres avec 20 % de remise, les libraires ont crié à l'assassinat et les éditeurs ont pris leur défense. Un des arguments majeurs étant que le pourcentage d'acheteurs de livres bouge peu dans ce pays, il semble évident que ceux qui sont limités dans leurs achats par leur « budget librairie » achèteront davantage si le livre coûte moins cher. Le « cassage des prix » est donc de l'intérêt des consommateurs comme des travailleurs du Livre qui auront à produire plus de marchandises. Mais cette évidence est contestée par les libraires et éditeurs.

D'une part, ils prétendent que les ressources dégagées par le cassage des prix iront ailleurs qu'à l'augmentation du nombre de livres achetés. D'autre part, le discount entraînerait la disparition de nombreux points de vente par faillite des libraires, avec perte de plus d'acheteurs que n'en gagneraient les grandes surfaces. A cela, les éditeurs ajoutent de plus graves alarmes : l'édition de qualité, de recherche, à petit tirage, serait menacée d'étouffement par la vente grossière des grandes surfaces et, à terme, les talents nouveaux seraient avortés, les petites maisons d'édition asphyxiées et la concentration en trust de l'édition priverait à la mort de la culture. Tout cela fait un roman bien émouvant, mais la réalité est sensiblement différente.

LIBRAIRES-ÉPICIERS ET ÉDITEURS-INDUSTRIELS

D'abord, d'où vient la campagne ? Des libraires ! Leur syndicat patronal n'est pas très puissant dans la société mais il a de grands moyens de pression sur les éditeurs. Déjà, quand se sont développées des maisons d'édition ne pratiquant pas la vente directe aux clients (par correspondance ou courtage) et que les maisons d'édition traditionnelles ont été tentées d'imiter ce fructueux commerce (prix librairie et tout le profit à l'éditeur), les libraires ont menacé de boycott les éditeurs qui pratiqueraient la vente directe, et la plupart des éditeurs a reculé. Aujourd'hui, l'alliance libraires-éditeurs repro-



duit le même phénomène : ils sont liés par les mêmes intérêts. Ce n'est pas encore demain qu'il y aura des FNAC dans chaque bourg. Les éditeurs ont besoin des libraires. Mais il n'est pas facile de persuader le public qu'il doit payer ses livres 20 % de plus.

D'où les légendes mal ou pas vérifiables cultivées dans la présente campagne. La plus facile à détruire c'est celle du libraire conseiller-érudit-hautement-spécialisé. Il est trop facile à chacun de vérifier que 99 % des libraires sont des épiciers ignares qui prennent Troyat et Druon pour des génies mais qui ne connaissent Cyrano de Bergerac que comme un titre d'Edmond Rostand.

Quant à l'autre versant, celui de la production, la peur de la concentration y apparaît comme une plaisanterie, surtout sous la signature de dirigeants de maisons hautement concentrées. La concentration de l'édition est largement derrière nous. Il ne reste plus grand chose à truster. Et le syndicat des éditeurs est mal venu de se poser en champion des petites maisons qui savent risquer, à l'heure où le Terrain Vague d'Eric Losfeld (que le syndicat des éditeurs refuse d'ailleurs toujours obstinément d'admettre en son sein) meurt assassiné par la répression Marcellin-Druon et par la sabotage de sa diffusion.

Le manque de hardiesse de 99 % des éditeurs est la caractéristique principale

de cette profession où, dès qu'un sujet ou un style à succès se révèle, tous se ruent à l'imitation. Chacun a son Père Goriot, ses « Impressionnistes », ses « Amours de Napoléon », son « Rififi chez les caves » et son « Histoire de la civilisation racontée à Lisette », mais si vous voulez lire en français le théâtre du siècle d'or ou les grands utopistes, il faudra attendre des temps meilleurs.

La vérité qu'il faut dire, c'est que l'édition française est lamentable, à très peu d'exception près. Libraires-épiciers et éditeurs-industriels sont bien mal venus de parler de culture : ils sont de petits et de grands capitalistes comme les autres ; le profit est leur but principal ou unique. Leurs auteurs, rédacteurs, traducteurs, etc. pourraient quasi tous révéler des choses accablantes sur le mépris du savoir et du talent qu'engendre la recherche du profit dans l'édition française.

PROGRES DE LA CULTURE ET NOUVEAU PUBLIC

Reste un argument de choc : le livre de poche, qui représente 80 % de remise par rapport aux éditions dites courantes, n'a amené qu'une augmentation de 1 % des lecteurs. Cette statistique, personne ne la conteste. Pourtant... D'où sort-elle ? Comment a-t-elle été établie ? Etrange mathématique : des centaines de titres qui étaient vendus à quelques milliers

d'exemplaires maximum se sont trouvés l'être à cent mille et plus. Comment la multiplication par 10 peut-elle donner une augmentation de 1 % ? Il faudrait croire que les lecteurs de Delyly ou de Maurice Dekobra se sont soudain mis à se nourrir de Jean-Paul Sartre et de Jarry (plus 1 %). Ce serait le plus beau triomphe culturel obtenu depuis le Vème siècle avant J.-C. Cette explication est pourtant peu probable.

Nous en suggérons deux autres :

- 1) La statistique est fautive
- 2) Une mutation du public de la librairie est survenue. Les imbéciles qui lisent les best-sellers achètent moins de livres et regardent plus la télévision. Inversement, la jeunesse qui lit les livres de poche a de meilleures lectures que par le passé.

Les deux explications se complètent. Et il en ressort en particulier que l'achat de livres est de plus en plus le fait de couches à petits moyens financiers. Un simple regard sur le catalogue général des livres de poche prouve à l'évidence que s'y affirme progressivement la prédominance des ouvrages de qualité. Ce n'est pas la hardiesse des éditeurs qui se manifeste là, c'est le besoin du nouveau public qui s'impose (il est clair par exemple que l'heureuse floraison des livres marxistes ne traduit pas le fait que les éditeurs sont devenus communistes, mais que depuis 68 c'est ça qui se vend).

Avec 20 % de remise, ce nouveau public achètera ce qui ne peut encore paraître en « poche ». Cela dépasse de loin la lutte des intérêts opposés du petit libraire du coin et du super-marché de la FNAC. Le prix imposé n'est pas seulement un prix de monopole exagéré (prix de revient multiplié par 7), pas seulement la protection du privilège du libraire, c'est le choix de l'édition bourgeoise par les bourgeois, du livre produit de luxe. La liberté des prix c'est sans doute le commencement de la fin de l'édition de papa. Tant mieux. Ce n'est pas la fin de la « Culture », c'est un phénomène lié à la naissance d'une nouvelle culture. Le nouveau, l'anti-conformiste, l'inattendu sauront se faire leur chemin aujourd'hui comme hier, car aujourd'hui comme hier, l'édition établie et ses Homais libraires restent imperméables au subversif artistique et social.

Michel LEQUENNE

PAYSAGE MORT

Paysage mort... Celui d'un petit pays au centre de l'Europe et qui s'appelle Hongrie.

A la fin des années 60, des villages entiers, au Nord-Ouest du pays, se sont vidés. Le premier de la liste fut Gyűrűfő, petit village où l'histoire de ce remarquable film d'Istvan Gaal s'est réellement déroulée.

Pour comprendre le film, un peu d'histoire.

La Hongrie, pays pauvre et agricole, connaît au cours des années 50 une extrême accélération de son développement industriel. Ce développement, impulsé par le plan quinquennal, a complètement négligé l'agriculture ainsi que l'infrastructure urbaine.

Il se produit à présent un phénomène inattendu : l'agriculture s'est développée de façon presque inaperçue et, jouissant d'une plus grande liberté sur le marché, elle attire dans ses coopératives industrielles, grâce à de meilleurs salaires, des ouvriers d'industrie. On parle à propos de cette couche particulière d'une « nouvelle classe ouvrière », mobile, qui se déplace suivant la fluctuation des rapports entre industrie et agriculture et y gagne une certaine indépendance par rapport à l'appareil bureaucratique d'Etat.

Mais les villages qui n'ont pas de centres industriels à proximité sont destinés à être désertés. C'est le cas dans « Paysage Mort », et petit à petit, avec la désagrégation de la communauté villageoise, les hommes détachés de la société perdent tout ce qui les liait à la vie, au passé, au présent, au futur. L'angoisse les pénètre au plus profond et la vie, passée à la gagner, engendre la solitude. Tout ceci dans le cadre d'un « socialisme » où l'homme est, paraît-il, « le capital le plus précieux ».



Alors, comment engager la lutte ? Beaucoup de consacrent à survivre et travaillent 13 à 14 h par jour. C'est une masse importante qui ne peut entrer dans aucune planification. Ceux qui en ont les moyens luttent pour la voie « critique », à travers des recherches, des bouquins, des films.

Les films de Jancso ou de Kosa et de Gaal ont une grande importance dans la vie culturelle en Hongrie, où ils ont toujours provoqué un désarroi politique. Si on ne peut plus appeler les choses par leur nom, alors on les appelle autrement, on parle en symboles et on transpose l'histoire dans une autre réalité. C'est ainsi que chez Jancso, on trouve un fort contenu historique qui renvoie aux situations sociales, économiques, politiques présentes, à la répression, à la soif de liberté. Chez lui, les individus s'estompent pour devenir les représentants de leur appartenance sociale, dans « Psaumes

Rouges » par exemple. De même dans « Les Noces » de Wajda, les hommes ne sont là que pour rappeler des notions de démocratie, patrie, liberté, révolution. Le trio Kosa-Csooni-Sana fait des films qui reflètent à travers des conflits historiques l'ensemble des conflits sociaux. C'était le cas de « Jugement » ou de « Il n'y a pas le temps », film le plus courageux et le plus réussi de ces dernières années. Istvan Gaal, lui, a la subtilité de décrire le monde qui entoure ses personnages à travers une analyse précise de leurs propres problèmes. Dans « Paysage Mort » se développe la révolte d'une femme opprimée, par sa condition et par son mari, et qui trouve son unique et dernier refuge dans le suicide, après s'être dirigée désespérément vers l'Eglise. Contrairement à Jancso ou Wajda, Gaal met en images une réalité trop intense et cruelle pour qu'elle puisse être voilée, symbolisée. Dans ses films, il a toujours traité des sujets d'ac-

tualité, des choses vécues : en 64, « Remous » lance la nouvelle vague hongroise, puis viennent « Les Vertes Années » (65), « Baptême » (67) et son avant-dernier film « Les Faucons » (70) qui pourrait bien être la première partie de « Paysage Mort » dans la mesure où « le paysage mort » est entouré de la colline des faucons, territoire interdit où les hommes vivent selon des règles de terreur. Ce film a été fait après l'invasion de la Tchécoslovaquie. Et on en retrouve la trace dans « Paysage Mort ».

Les poteaux électriques dont seuls les fils rattachent ce territoire au monde au-delà des barrières symbolisent dans « Les Faucons » la communication avec l'extérieur. Dans une scène de « Paysage Mort », l'héroïne, en allant chercher de l'eau dans le village désert, se penche sur un poteau pour écouter le bruit de l'électricité. Mais les piliers sont morts, l'électricité est coupée. Plus de cafés : les autorités ont fermé petit à petit les cafés trop fréquentés par les intellectuels, les écrivains, les étudiants, les cinéastes. Plus de ciné : les films restent souvent dans leurs boîtes. « Alors les gens s'en allaient doucement » dit le héros à un ami d'enfance revenu du Canada. Son fils va-t-il partir aussitôt. On se demande quel va être le destin de la nouvelle génération qui ne peut en aucun cas être coupée du processus historique et des mouvements révolutionnaires du reste du monde.

Il est encore temps d'aller voir au Studio St André des Arts le requiem d'Istvan Gaal consacré au monde des valeurs rurales hongroises en voie de disparition, sur des images rouges-dorées pâles-lumineuses de Janos Zsombblyai et avec l'excellente actrice Masi Töröcsik.

VERES

TOUS A PARIS LE 6 AVRIL!



Les femmes continuent à vivre en France avec une loi sur l'avortement parmi les plus répressives au monde.

Chaque année un millier de femmes en meurent.

L'action des femmes a permis une mobilisation de plus en plus massive pour l'abrogation de la loi de 1920. Face à cette mobilisation le pouvoir a dû promettre une libéralisation : mais le projet gouvernemental va maintenir la dépendance des femmes et accentuer la discrimination sociale et les privilèges de classe. Chaque jour dans les quartiers, les entreprises, les hôpitaux, des luttes pour l'avortement libre et gratuit sont menées, mais on n'en parle pas.

Au contraire, c'est la minorité qui veut imposer son ordre moral à l'ensemble de la population, qui dispose de tous les moyens d'expression pour faire pression. C'est cette minorité qui prétend décider, au Parlement en avril prochain, pour les femmes et les hommes concernés. Quand par centaines de milliers les femmes sont acculées à l'avortement par des conditions de vie que la politique gouvernementale ne cesse de détériorer (salaires, logement, sabotage de la contraception, absence d'équipements sociaux) aucune tentative de culpabilisation des femmes ne saurait être tolérée. Nous devons retourner de telles manœuvres, la tête haute contre le pouvoir qui n'assure pas les conditions d'un libre choix et lui imposer ce que nous voulons.

C'est pourquoi nous appelons ceux qui sont solidaires de ce combat à une manifestation à Paris :

POUR L'AVORTEMENT ET LA CONTRACEPTION LIBRES ET REMBOURSES PAR LA SECURITE SOCIALE, Y COMPRIS POUR LES MINEURES !

La bourgeoisie a fait l'étalage de ses contradictions et ses divisions : le projet de loi présenté par Messmer et Poniatowski au Parlement en décembre 1973 a été boycotté par nombre d'UDR bon teint, et a été rejeté.

Par Peyret, député UDR, plus « libéral », et qui continue d'affirmer « nous ne voterons pas le projet du gouvernement tel qu'il est ». Et Neuwirth, député UDR, qui, lui aussi, continue sa fronde et projette de déposer « à titre personnel », un amendement instituant la liberté de l'avortement.

Par Debré, qui continue son délire nataliste et rêve, avec d'autres UDR, de maintenir l'ordre moral 1920. Foyer, lui, menace l'actuelle majorité « de suicide politique », « si le gouvernement devait s'employer à faire ou à laisser voter la mesure la plus odieuse du programme de la gauche par une majorité de rencontre et de hasard, contre les plus fidèles de ses fidèles, qu'il ne s'imagine pas que nous rallierons après-demain les rangs de la majorité. Il nous aurait à tout jamais démobilisé ».

Malgré tout, Taitinger, confirmé dans son poste de Ministre de la Justice, s'obstine et tape sur la table. « Le gouvernement maintient son projet qui sera discuté au Parlement lors de la prochaine session... Je n'accepterai aucun amende-

ment qui dénaturerait notre projet et qui, par exemple, instituerait la liberté totale de l'avortement ou au contraire en restreindrait l'application ».

ET LE MEME PROJET

Le système de « filtrage souple mais sériel des demandes » (Messmer) passe toujours par les trois « cas » :

1. Danger pour la santé physique, mentale ou psychique de la femme, dans l'immédiat ou par ses complications lointaines.

2. Un risque élevé de malformation congénitale ou fœtale.

3. Lorsque la grossesse est la conséquence d'un viol ou d'un inceste.

Le social ? Connais pas...

La démagogie de la formule « C'est la femme seule qui décide » signifie toujours qu'elle décide seulement... de demander l'avortement par écrit. Ce sont les médecins qui décident pour elle de l'interruption de grossesse. Ils doivent être deux (dont un hospitalier), la chapiturer sur les risques encourus, la laisser réfléchir 7 jours, et décider en conscience si la femme entre réellement dans l'un des cas prévus (Messmer).

Dans l'hypothèse où ils auraient « mauvaise conscience », la répression les ramènerait à plus de clairvoyance :

- 1 à 5 ans de prison et 2000 F à 40.000 F d'amende

- 2 à 10 ans d'interdiction d'exercice Et pour la femme : 2000 F à 5000 F d'amende. On pourrait difficilement « restreindre » davantage un tel projet, que Messmer, Poniatowski et Taitinger se rassurent !

L'AVORTEMENT EN FAMILLE

Mais ce sont les jeunes que le projet cerne avec le plus de détails. Passe de renier la morale traditionnelle et d'autoriser un peu d'avortement pour désamorcer la « tumulte », en finir avec le « chaos judiciaire » et pour « éviter les stérilités consécutives aux avortements clandestins et les a-coups démographiques » (sic)... Mais pas question de remettre en cause la sainte famille, quand même !

Avant les médecins, ce sont les parents qui décident d'autoriser ou non l'avortement de leur fille mineure (moins de 18 ans).

Ah, non, pardon, il y a un progrès : le consentement d'un des deux parents suffit. Il suffit de pouvoir demander tranquillement au dîner : « Ah, au fait, l'un de vous peut me faire un mot pour le docteur ? ». Si c'est non...

LE GARDIEN DE LA PAIX AU FOYER

Il faut oser, seule, demander, par écrit, l'avortement au médecin. Ecouter le chapitre de morale prévue par la loi. Expliquer que l'on n'a pas l'autorisation des parents, et pourquoi. Pour ce cas, considéré comme « exceptionnel » par les champions de la famille, Messmer et autres, mais qu'ils soupçonnent d'exister, un grand jeu est prévu :

1 il faut que le médecin estime que la fille ne peut pas demander l'autorisation sans être en danger (??, une gifle ? deux ? des coups de bâton ? le cachot et le pain sec ?)

2 s'il estime, il l'enverra au juge des enfants

3 le juge l'interrogera sur le « climat familial »

4 le juge convoquera les parents, les informera de la situation et s'entretiendra avec eux « pour arrondir les angles »

5 s'ils se montrent incompréhensifs, s'ils profèrent des menaces à l'égard de la mineure, le juge les mettra en garde contre leur attitude et les avertira que la jeune fille et sous sa protection

6 le juge pourra aller jusqu'à prendre une mesure d'« assistance éducative »

Un, deux, trois, quatre... arrive-t-elle au bout du jeu ? Autorisera-t-il l'avortement ? Non !

On passe un tour

8 jours de délai : si après tout ça les parents refusent toujours... Et surtout si la mineure a encore le courage de persister dans sa demande, alors enfin, elle sera dispensée du consentement parental, ouf ! Le jeu est fini. Il se pavera en angoisses, en conflits, pendant des années peut-être.

Mais les magistrats seront en accord avec leur conscience aussi, et leur mission. Ce sont les plus fidèles tenants de la justice de classe (l'Union Fédérale des Magistrats), qui ont raffiné la procédure car « une adolescente menteuse, rusée, ou simplement inhibée, trompera le juge en feignant de craindre la colère ou les brutalités de ses parents alors qu'en réalité, ceux-ci, avertis de la situation, se montreraient compréhensifs, prêts à pardonner la faute, et même à prendre en charge l'enfant à naître.

Le juge peut non seulement faire admettre la situation aux parents, apaiser leur courroux... mais donner à celle-ci le désir de garder son bébé (Braunschweig, Président de la Cour d'Appel de Paris).

Voilà la loi qu'ils nous préparent, alors qu'en même temps l'éducation sexuelle à l'école est un simulacre, que seule la procréation est enseignée, que la contraception, malgré les promesses, nécessite toujours, selon la loi, l'autorisation des parents, et n'est pas remboursée par la Sécurité Sociale, que les foyers de mères célibataires sont des casernes-prisons.

LES AUTRES...

Le projet de loi du PCF, sur les mineures, est muet.

Celui du PS prévoit la mise au courant automatique des parents mais ne leur donne pas un droit de veto légal (reste l'autorité, les menaces, les sanctions financières).

Celui du PSU qu'au terme d'un entretien de la mineure avec un travailleur social (?), celui-ci appréciera l'opportunité ou non de prévenir les parents...

C'est pourquoi nous refuserons massivement, dans la rue, cette nouvelle mesure d'embrigadement et de tutelle

Nous exigeons

- des centres de diffusion de contraception dans les lycées, les CET, les facs, les entreprises et les quartiers

- l'avortement et contraception libres et remboursés par la Sécurité Sociale pour toutes, y compris les mineures.

Martine Tamard



KAGAN

En 1871, pendant la Commune de Paris, des femmes, des ouvrières, se battent derrière les barricades qui défendent Paris. Avec des lampes à pétrole, elles allument des incendies destinés à freiner l'avance des troupes versaillaises. La bourgeoisie les assassina comme « Pétroleuses », traduisant ainsi la grande peur que lui inspire la lutte des femmes. Beaucoup d'entre elles participaient à des clubs féminins et refusaient d'accepter leur condition de femmes opprimées. Ces femmes se battaient en tant que travailleuses et en tant que femmes. Elles nous montrent la voie...

Ce journal a été écrit par « les groupes quartier du Mouvement de Libération des Femmes » qui existent à Paris, et dans la Région Parisienne, depuis deux ans :

« Nous nous séparons » écrivent-elles, « des autres courants du MLF par notre analyse de l'oppression des femmes : celle-ci n'a pas pour nous des racines dans la « perversité » des mâles en général, mais dans le système capitaliste qui crée les rapports d'oppression et utilise les hommes comme instruments de cette oppression. Nous devons nous battre contre les hommes, tous les hommes qui oppriment à des degrés divers, mais le système qui permet cette oppression, qui la reproduit, et qui s'en nourrit, voilà notre ennemi principal. C'est parce que le combat de la classe ouvrière vise à détruire ce système que nous en sommes parties prenantes.

Nous ne pensons pas non plus que cette oppression soit la même pour une femme ouvrière et une femme bourgeoise : les avantages que cette dernière retire du système contribue à l'éloigner du combat pour sa libération qui passe par la révolution socialiste.

La lutte des classes est inséparable de notre lutte.

Pour nous, s'organiser a d'abord signifié nous retrouver chaque semaine dans un groupe, mais nous sentons maintenant la nécessité de rencontrer d'autres groupes, d'autres femmes qui luttent, pour échanger nos bilans, nos expériences. C'est le but de ce journal : faire connaître et répercuter la lutte quotidienne des femmes contre leur oppression et contribuer à construire un grand mouvement des femmes qui se battent pour leur libération.